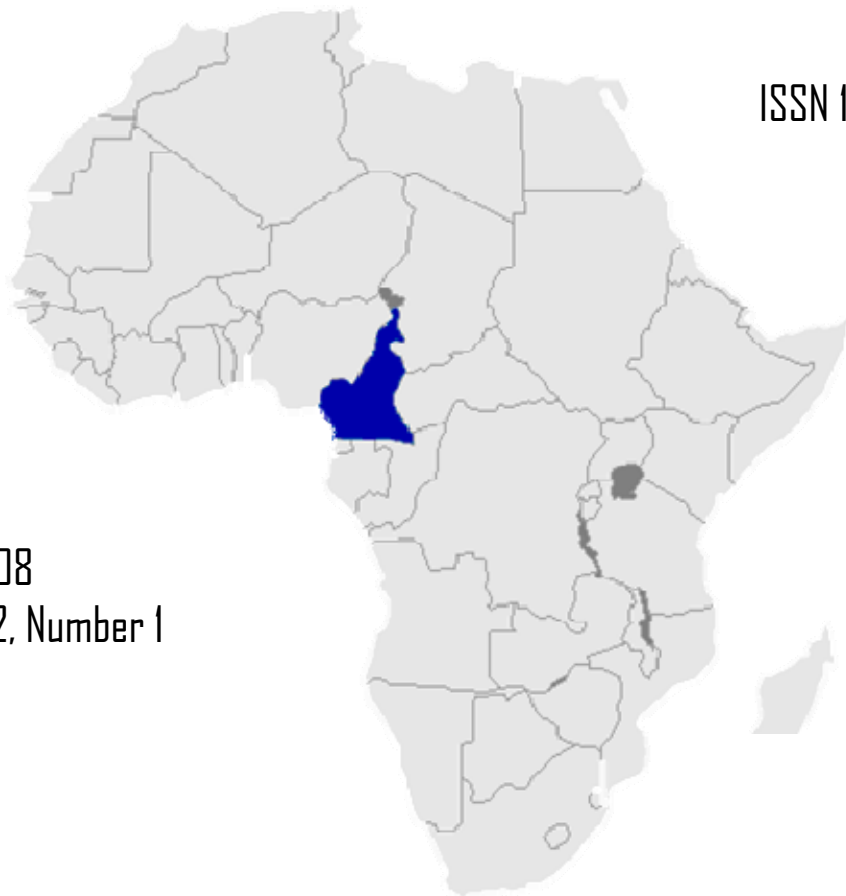


# Cameroon Journal on Democracy and Human Rights (CJDHR)

ISSN 1938-3584



June 2008  
Volume 2, Number 1

Journal of  
Cameroon Center for Democracy and Human Rights

**BLANK PAGE**

## CONTENTS

<b>Articles</b>	<b>Pages</b>
<p>Repenser un Modèle de Démocratie Participative au Cameroun  <i>Par Goulongo MBARA GUERANDI</i> .....</p>	4
<p>Overcoming Immunity Provisions in National Constitutions: The            Applicability of Universal Jurisdiction to Cameroon  <i>By Eric NGONJI NJUNGWE</i> .....</p>	31
<p>The Building of a Dictatorship: Reading Gilbert Andzé Tsoungui in the            Collective Memory of Cameroon History  <i>By Christophe DONGMO</i> .....</p>	41
<p>Pétrole et Misère: Cameroun Sous le Voile des Revenus du Pétrole  <i>Par Paul GEREMIE BIKIDIK</i> .....</p>	51
<p>Applying the African Charter on Democracy, Elections and Governance to            Dictatorships: The Cameroonian Experience  <i>By Lauren AJONG MBAPNDAH and Eric NGONJI NJUNGWE</i>.....</p>	59
<p>Challenges of Incorporating and Enforcing a Bill of Rights in the            Cameroonian Constitution  <i>By Christian Aimé CHOFOR CHE</i> .....</p>	68

## REPENSER UN MODELE DE DEMOCRATIE PARTICIPATIVE AU CAMEROUN

Goulongo MBARA GUERANDI<sup>1</sup>

### 1. Introduction

Le soulèvement patriotique et populaire de Février 2008 au Cameroun est bien la révolte d'un peuple en quête de démocratie et d'affirmation de sa dignité. La répression sauvage ordonnée par Paul Biya a causé plus de cent morts et de milliers de jeunes détenus dans les geôles nationales. C'est le contexte utilisé par le pouvoir et le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) pour imposer la révision constitutionnelle du 14 Avril 2008 instaurant un monarchisme institutionnel de fait. L'Etat de non droit est donc une réalité tangible et un phénomène patent du système constitutionnel et politique Camerounais. L'un des multiples baromètres permettant de mieux jauger et cerner cette situation est l'élection des dirigeants et le processus de prise de décision au sein du service public. On peut affirmer sans risque de se tromper que dans tout régime dictatorial, l'élection est avant tout une « répression » revêtant des aspects multiples: répression par la fixation de la date du scrutin, répression par l'adoption unilatérale et partisane de la loi électorale, répression par l'argent et la corruption, répression par l'administration lors de la confection des listes et cartes électorales, et l'institutionnalisation de la répression par le pouvoir judiciaire dans son ensemble.

Tout citoyen camerounais voudrait voir s'instaurer l'alternance politique par la voie pacifique, c'est-à-dire par la voie des urnes. Dans toute démocratie constitutionnelle, les consultations électorales jouent un rôle d'accélérateur du

---

<sup>1</sup> Docteur en Science Politique, Université René Descartes, Paris V (1997), Spécialisation Géopolitique et Géostratégie; DEA, Relations Internationales et Economie de Développement, Université René Descartes, Paris V (1995); DESS, Etudes Diplomatiques et Stratégiques, Institut des Hautes Etudes Internationales, Paris, CEDS (1994). Professeur des Relations Internationales et Consultant International. Enseignant à L'Institut Diplomatique et des Relations Internationales (IDRI), L'Institut Africain du Management (IAM), et à l'Ecole Nationale D'Administration et de Magistrature (ENAM), Burkina Faso.

progrès et du mieux-être des populations par l’alternance politique, le perpétuel renouvellement de la paix sociale, la participation de tous, le respect de la règle du droit, et la diversité d’opinions qu’elle favorise. Malheureusement, sous Ahmadou Ahidjo comme sous Paul Biya, l’élection est devenue une vulgaire opération de confirmation, un processus entaché de violence et de corruption. Par ailleurs, la transparence, principe cardinal de l’éthique démocratique, est un gros leurre au Cameroun, un exemple par excellence de corruption socio-politique. Où en est-on avec la déclaration des biens prévue par la constitution, matérialisée par la Loi No. 003/206 du 25 Avril 2006 relative à la déclaration des biens et avoirs ? En d’autres termes, l’élection est devenue un facteur de blocage, de répression et de régression dans le jargon politique Camerounais. En conséquence, l’Etat de droit est une quête perpétuelle et c’est aux Camerounais sans distinction aucune de trouver des solutions consensuelles et patriotiques pour son instauration définitive afin de reconquérir un système de démocratie participative. Ceci dit, notre démarche consiste à présenter comment (1) promouvoir la démocratie participative et (2) renforcer les libertés publiques pour soutenir la démocratie participative.

## **2. Promouvoir la Démocratie Participative dans une Société Déboussolée**

La démocratie participative peut s’instaurer au Cameroun et tout est question de saisir ses fondements afin de mieux s’en imprégner : le concept, les modèles et formes de la participation, la «Palabre africaine», la consultation populaire, l’expertise citoyenne.

### **2.1. Le Concept de Participation**

Les citoyens veulent peser davantage sur la vie politique, économique et sociale. S’ils ne s’attendent pas toujours à «participer pleinement», ils n’en souhaitent pas moins une dynamique dans ce sens, la participation étant tout compte fait un processus et non un état statique. Participer est un déterminant du bien-être individuel et collectif. Participer signifie que les gens sont étroitement associés

aux décisions en matière économique, sociale, culturelle et politique qui affectent leur vie. Le pouvoir appartient au peuple dont le corollaire immédiat et la conception objective débouchent sur sa souveraineté. Dans certains cas, les citoyens peuvent exercer un contrôle total et direct sur ces opérations; dans d'autres, ce contrôle peut être partiel ou indirect. Ce qui importe est qu'ils puissent constamment avoir accès au pouvoir décisionnel. Dans ce sens, la participation est un élément fondamental du bien-être humain.

La participation est considérée comme une stratégie globale de bien-être (développement) axée sur le rôle essentiel que les citoyens doivent jouer dans tous les domaines de la vie. Un plus grand degré de participation ouvre à chacun des perspectives beaucoup plus vastes. Etant donné qu'il n'y a pas de participation sans influence et contrôle accrus, cela suppose une plus grande implication de la population dans les domaines économique, social et politique. Sur le plan économique et social, cela signifie pouvoir se livrer librement à toute activité et être à même de participer pleinement aux diverses formes de la vie communautaire, et ce, sans distinction de religion, de clan, de sexe. Sur le plan politique, c'est la liberté de faire des choix, de modifier les structures de gestion des affaires publiques et d'en remplacer ceux qui en sont responsables à tous les niveaux, du palais présidentiel aux municipalités en passant par les conseils villageois.

## **2.2. Modèles et formes de participation**

La participation pouvant être économique, sociale et politique, chaque Camerounais participera forcément de bien des façons et à bien des niveaux ; dans la vie économique, en tant que producteur ou consommateur, payeur de taxes et chef d'entreprise ou employé; dans la vie sociale, en tant que membre d'une famille, d'une organisation communautaire ou d'un groupe ethnique et, dans la vie politique, en tant que fournisseur d'opinions, citoyen, électeur ou membre d'un parti politique. Autant de rôles qui se recoupent et s'articulent pour

créer des schémas et des niveaux de participation qui s'imbriquent les uns aux autres et, souvent, se renforcent mutuellement.

Une participation équitable devrait prendre en considération des données de l'égalité des sexes. Ce point mérite une attention particulière d'autant plus qu'en Afrique, ce sont pratiquement toujours les femmes qui élèvent les enfants et fournissent eau et nourriture tout en veillant à la bonne santé de la famille. Pour s'acquitter de ces responsabilités, elles travaillent aussi en dehors du foyer, souvent dans le secteur informel. Mais cette contribution des femmes à la société africaine est passée sous silence dans les statistiques économiques et ne leur permet même pas d'avoir, au même titre que les hommes, leur mot à dire dans les décisions concernant le ménage. La participation d'un parent à la vie de son ménage est un déterminant essentiel de sa responsabilité indispensable dans l'édification de la cité. A cela il faut ajouter la participation économique.

La sphère économique offre à chacun une chance unique de tirer profit de ses capacités et, par le revenu qu'elle procure, d'accroître son pouvoir d'achat et, par conséquent, d'envisager des choix qui autrement seraient restés inaccessibles. La participation à la vie économique est aussi source d'amour-propre et de dignité sociale, qui sont indispensables à toute participation aux autres dimensions de l'existence. Mais ce n'est que dans un cadre démocratique que les gens peuvent tirer pleinement satisfaction de leur travail et de la conscience qu'ils ont de contribuer de façon significative au développement. Pour ce faire, l'accès à la propriété du Capital devrait être démocratisé. En effet, il est question de rendre le capital accessible à tous les citoyens, quitte à revoir les conditions d'accès et la facilitation de l'utilisation du capital.

Par ailleurs, la participation aux plans social et culturel s'avère indispensable. Toute personne ou entité juridique a le droit et le devoir de participer librement à l'émergence et à la protection de la culture nationale : langues, comportements, art, musique, cuisine, danse, symboles, codes, littérature, et expressions orales.

A ce titre, il convient de rappeler que ces cultures doivent être respectées et constamment défendues en permanence au risque de disparaître de notre dictionnaire anthropologique et culturel. D'où la détermination de nombreux groupes, en particulier des populations, de participer activement à la préservation et à la réaffirmation de leur identité culturelle. C'est là une forme de participation culturelle à laquelle ils ont droit et qui est un bienfait pour la nation.

Pour la participation politique, au Cameroun, les populations n'ont cessé de lutter, individuellement et collectivement, pour pouvoir peser davantage dans la vie nationale. Instaurer une démocratie effective et durable (donc participative) n'est pas une mince affaire. Plusieurs éléments peuvent y concourir: des garanties en matière de droits humains, notamment la liberté d'expression et d'association; des élections libres, régulières et disputées; un système où plusieurs partis sont représentés; et des élus qui sont pleinement tenus de servir et de rendre des comptes aux électeurs. Les élections sont une condition nécessaire mais à l'évidence non suffisante pour l'instauration de la démocratie. La participation politique ne consiste pas simplement à voter; elle est une manière de vivre. Par conséquent, l'éthos sociopolitique recommande l'application de la démocratie de participation populaire ou démocratie participative en tenant compte de l'éthique africaine.

### **2.3. La Palabre Africaine comme Fondement de Démocratie Participative**

Le peuple devrait puiser sa vitalité dans sa composition en tant qu'une addition de regroupements humains ou de communautés locales à même de produire des opinions élaborées, responsables, consensuelles ou simplement partagées. Dans une démocratie d'opinion, il y a place pour des opinions qui changent et peuvent entrer en délibération. Avec les opinions, on discute, on s'oppose, on ne prépare pas la guerre civile, écrit Dominique Wolton. C'est de la délibération pluraliste, ou assises, que naît le consensus politique. Pourquoi les assises ne déboucheraient-elles pas, si elles avaient lieu, sur un pacte social? Il suffit peut-être d'en discuter. C'est ce que John Rawls appelle l'exercice de la raison

publique, en proclamant que le concept fondamental d'une démocratie fondée sur la délibération est le concept du débat en soi. Lorsque les citoyens débattent, ils échangent leurs opinions et discutent de leurs propres idées sur les principales questions d'ordre public et politique.<sup>2</sup>

C'est ainsi que la démocratie délibérative devient une valeur authentique de «l'éthos africain» dont le socle est la palabre. Une palabre africaine est l'assemblée de tous les membres d'une communauté, d'une famille, d'un village, réunie pour toute question d'intérêt général, un choix public ou privé par exemple.<sup>3</sup> Au regard de ses fondements on retrouve l'idée d'un triangle construit autour de la compréhension, de la tolérance, et de la réconciliation. Partant du fait qu'elles sont les bases de la cohésion et de l'unité, nous pouvons affirmer avec Yves Epacka que l'établissement du consensus est la finalité de la palabre, une sorte de démocratie authentique en quelque sorte. Nous pouvons tirer de ces principes quelques enseignements: dans la gestion de la cité, nous devons tenir compte du commandement dans toutes les composantes de la gouvernance; ce commandement devrait prendre en compte le facteur collégialité comme fondement et corpus. Les dirigeants assument une gestion collective quoique la responsabilité individuelle ne soit pas reniée.

En effet, selon Mulumba, le consensus palabrique est un compromis, une entente provisoire qui respecte les spécificités et l'altérité.<sup>4</sup> Le compromis implique selon Bidima, la promesse de reprendre la discussion.<sup>5</sup> D'où, en rentrant dans un rapport relationnel, les partenaires dialogaux (les co-sociétaires

---

<sup>2</sup> Albert Kasandra Lumembu, *John Rawls: Les Bases Philosophiques du Libéralisme Politique*, préface F. Houtart, Paris, L'harmattan, 2005.

<sup>3</sup> Yves D. Epacka, «Un Modèle Africain de Démocratie?» *ICICEMAC*, Septembre 2005.

<sup>4</sup> C'est un consensus par recoupement selon John Rawls. Pour cette définition du consensus cf. W. B. Mulumba, «Réinventer la Nation Africaine,» in *African Prospective Africaine* N°0001/2007, p.48.

<sup>5</sup> Jean Godefroy Bidima, *La Palabre : Une Juridiction de la Parole* (Collection le Bien Commun) Paris, ed. Michalon, 1997, p.39.

ou les concitoyens) reconnaissent leur faillibilité et leur «limitation onto-gnoséologique»<sup>6</sup> dans l'espace et dans le temps.

Dans tous nos actes de gouvernant ou de gouverné, il est question d'exprimer la liberté et la responsabilité afin d'assumer et de s'assumer. La République se compose ainsi de citoyens solidaires, non sectaires et responsables de la gestion de leur cité. La peur de prendre la parole nuit énormément au choc des idées d'où surgirait la lumière. L'intolérance est la chose à bannir dans une société démocratique et la sanction devrait être pédagogique pour amener les citoyens au respect de son prochain malgré ses insuffisances. Dans toutes nos entreprises de gestion de la cité, nous sommes astreints à rechercher le consensus, car la palabre africaine n'a jamais été un facteur de discrimination et de désunion.

En matière de justice, nous devons retenir le caractère pédagogique des procédures tant au niveau des mis en cause, des offensés que des juges. Aussi, la palabre africaine nous éclaire une fois de plus sur la refondation à appliquer à la justice pour plus de démocratie dans notre société/communauté. Par conséquent, la justice ne devrait plus être ni un facteur d'humiliation ni un facteur d'exclusion sociale. Raison de plus pour chercher des solutions originales pour bâtir une société/communauté plus harmonieuse et respectueuse des droits humains et où l'on rencontre de moins en moins de frustrations. C'est aussi de cette manière que nous construirons la démocratie participative. Comme pour les valeurs culturelles locales, ces principes seront enseignés dans les écoles et s'intégreront dans les champs de recherches universitaires.

La démocratie de participation populaire ou démocratie participative, est alors dans une dynamique d'échanges et de l'expression des valeurs culturelles locales et des volontés intérieures qui peuvent s'enrichir de celles de l'extérieur. De là, les responsables politiques tirent la légitimité de leur pouvoir et des

---

<sup>6</sup> Mulumba, op. cit. n. 4, p. 49.

institutions qu'ils ont la mission de sauvegarder et d'enrichir. La démocratie participative est un système qui est créé localement pour les acteurs en interaction à partir des valeurs, normes et échelles de l'excellence qui cohabitent sur le terrain à un moment donné. Ce système est un nouvel instrument de régulation des crises.<sup>7</sup> Il est l'expression de la synthèse de tous les systèmes politiques qui cohabitent dans notre pays et qui entraînent des changements radicaux au niveau culturel, idéologique, institutionnel, organisationnel, technologique, social et politique.

Aussi, la démocratie participative est le fondement ou le moteur de la renaissance nationale et africaine. Notre société devrait être communauté globale non fermée au progrès économique, scientifique, technique et social. Elle devrait être une communauté ouverte à la modernisation au sens propre du terme mais en même temps à une modernisation qui réussit à concilier sagement les valeurs humanistes très africaines, l'esprit écologique, et les valeurs fondamentales des temps modernes qui sont le sens de l'organisation, le contrôle, la production, la curiosité scientifique, la quête du progrès technologique, la formation de grands ensembles économiques et politiques, et la recherche des mesures anticipatives des défis futurs entre autres.

La démocratie participative est donc celle qui puise directement ses décisions souveraines auprès des regroupements locaux et syndicaux. Elle devient une démocratie intégrale lorsque le peuple ou ses représentants, librement désignés par ces regroupements, sont légitimés dans les fonctions de gestion de la cité, et lorsque tous les gestionnaires de la cité, légitimes, sont contrôlés par une institution souveraine gardienne de l'éthique établie. Les pouvoirs de souveraineté, délégués en vertu de la légitimité populaire, sont le monopole exclusif des représentants du peuple. Ils ne sont pas accessibles par simple

---

<sup>7</sup> C'est là qu'intervient la palabre qui peut être définie comme « le mouvement qui arrête la violence après une discussion vive ». Cet arrêt n'est nullement un consensus/réconciliation total qui consacrerait la ponctualité de la palabre. Cf Bidima, op. cit. n. 5, p.37.

transitivité. Un dirigeant représentant du peuple ne peut déléguer une partie de ses pouvoirs de souveraineté qu'à un responsable représentant du peuple.

Une gestion populaire de la cité est moins le triomphe des majorités numériques que davantage le sacre des majorités d'opinions. Une consultation populaire qui procède par la proposition au peuple des questions et des candidatures élaborées dans le secret des états-majors partisans ou claniques, pour ensuite interpréter, à la guise et à l'avantage des intérêts dominants, les scores numériques découlant d'un scrutin où la réponse des personnes consultées est circonscrite aux uniques onomatopées oui et non, n'est point nécessairement une consultation démocratique.

#### **2. 4. La Centralité des Consultations Populaires**

Dans nos sociétés traditionnelles, n'est considérée comme démocratique que la consultation qui laisse à la personne interrogée la possibilité de développer librement une expression plurale. Toute saine philosophie politique devrait intégrer cette leçon et ce principe cardinal de la démocratie. Les arguments ayant abouti au consensus formé dans certaines civilisations autour du rejet de la formule de la démocratie directe se prévalent de la difficulté du travail fastidieux que serait le traitement technique et matériel d'une expression populaire plurale. Il est alors prétendu que la publication des résultats des consultations populaires traînerait en longueur dans un pays peuplé alors que les décisions ayant trait à la gestion de la cité revêtent plutôt un caractère d'urgence. La formulation des questions et de la contrainte de répondre exclusivement par oui ou par non paraîtrait alors comme la plus facile d'exploitation, la plus réaliste.

Même s'il faut déplorer que les abstentions soient toujours rejetées comme n'étant pas de l'expression populaire et que les suffrages exprimés seuls soient sacrés - même lorsque le score final qui en résulte ne représente que moins du quart de l'ensemble des citoyens, l'on chante que 'le peuple a parlé', - on se console en disant que seuls les saints pourraient réaliser la démocratie parfaite.

L'évident inconvénient en est que libre cours est laissée aux intérêts adversaires de la démocratie de capitaliser les défaillances du modèle afin d'accaparer facilement la légitimité populaire considérée comme le passe-droit et d'asseoir leur suprématie sur tous. Ces défaillances ont le désavantage de conforter des despotismes au pouvoir en les entourant des clinquants de démocratie dont elles constituent le pire des ennemis.

Au regard de la démocratie participative, en dehors de l'expression de son opinion, la communauté ou le citoyen n'a pas besoin d'exercer des efforts supplémentaires de lobbying ou toute autre forme de corruption pour obtenir qu'une loi soit passée conformément à la volonté du peuple. La volonté du peuple, exprimée à travers ses opinions sur divers sujets, doit absolument se transformer en décisions politiques, notamment en lois souveraines. L'expression plurale, non seulement, accélérerait la décision politique en abattant les incertitudes qui la bloquent d'habitude mais surtout occuperait et responsabiliserait les représentants du peuple. Car, loin de simplement spéculer sur les intentions du peuple - toute interprétation des scores numériques des consultations populaires étant aléatoire et souvent arbitraire - ou alors de se tourner les pouces au sein des parlements ou à la tête des institutions, quand l'on ne prend pas ses propres desiderata pour des volontés du peuple, les représentants s'occuperaient plutôt utilement à donner un contenu aux scores d'opinions populaires qui constituent la matière première de leur activité politique, à institutionnaliser ces consensus et à les faire appliquer à tous.

L'évolution technologique contemporaine, la rapidité de traitement et de transmission des informations que permettent les derniers outils techniques de travail, et la qualité des capacités humaines que recèle le pays, offrent des possibilités nouvelles de réaliser des résultats beaucoup plus brillants que ceux déjà impressionnants des sondages modernes. Le perfectionnement des sondages arrive déjà en effet à traiter des opinions de plus en plus plurales recueillies auprès des échantillonnages s'étendant désormais sur des millions de

sondés. Il s'agit là des prodromes d'une perfectibilité de la consultation populaire et de son traitement. Se référant à la démocratie participative et à l'éthique rédemptrice, la mission du pouvoir législatif est de transformer les opinions du peuple souverain en décisions politiques et en lois. Par conséquent, il est d'importance capitale que la collecte, le traitement et l'interprétation des opinions populaires sous toutes leurs formes soit une mission centrale du législatif de tout système qui se réclame de la démocratie, afin que l'exercice effectif de la souveraineté du peuple soit une réalité.

Dans les pays développés, Il a été démontré que les organismes privés de sondage constituent un maillon essentiel du paysage et processus démocratique. Dans le même ordre d'idées, on pourrait entrevoir l'établissement d'une Haute Autorité des Consultations Populaires (HACP), une institution spécialisée, indépendante de l'Etat et des intérêts privés. Ses missions seront de recueillir, traiter, interpréter et publier les opinions du peuple sur tous les sujets divers d'envergure nationale. Les résultats de cette autorité de sondage pourrait être valablement utilisés ou mis a profit par les organes de prise de décision, notamment le législatif (dans le cadre de sa mission d'adoption des lois), l'exécutif (lors de prise des décisions et autres stratégies et plans de développement), l'autorité judiciaire (dans la mise en œuvre d'une jurisprudence parfaite), ou enfin les hommes de media - communément appelé le troisième pouvoir – afin de clarifier l'opinion publique et susciter de débats constructifs. Pour ce faire, la HACP devrait garder son indépendance absolue afin d'éviter toute immixtion intempestive dans son fonctionnement.

Pour que l'expression populaire devienne véritablement une école de la citoyenneté, le sacrosaint principe selon lequel «les droits des minorités ne sont pas opposables aux droits de la majorité» doit être également respecté. Il est donc fait obligation à tous les acteurs de respecter les principes de l'égalité et du droit à la différence dans le but d'édifier un destin commun. En retour les acteurs bénéficient des mêmes droits et devoirs tels que parler sa langue, pratiquer sa

religion et sa culture, jouir de sa nationalité, etc. Dans nos communautés traditionnelles, l'un des fondamentaux de la gouvernance est la «faillibilité des majorités». En la réhabilitant, la majorité comme la minorité sont gagnantes aux sorties des urnes. C'est substituer le «principe gagnant-gagnant» au principe «gagnant-perdant» ou même du «perdant-perdant» C'est également l'instauration d'une démocratie véritablement participative avec l'idée que le pouvoir doit être partagé proportionnellement au rapport des forces en présence, établi par les urnes.

Il n'est évidemment pas question de s'opposer à une majorité sortie des urnes, mais de bien différencier le pouvoir de gouverner du pouvoir de contrôler la gestion gouvernementale. Il est clair et établi que la majorité exerce le pouvoir de gouverner et l'opposition parlementaire exerce le pouvoir de contrôler la gestion gouvernementale dans le cas où le «consensus intégral» ne serait pas respecté par les acteurs politiques. La pluralité des opinions est par conséquent une occasion inestimable pour les hommes politiques et les représentants du peuple de développer l'art politique. Elle mettrait en elle-même un terme à l'affairisme politique qui, faute pour les politiciens contemporains de pouvoir recueillir et retraduire convenablement l'opinion populaire, excelle dans la capitalisation des angoisses et des rumeurs pour ensuite se livrer à la vente des illusions aux populations afin de se ménager une place dans l'oligarchie dominante en accumulant influence, renommée et fortunes.

## **2.5. Encourager L'Expertise Citoyenne**

Des choix cruciaux (génétique, technologies, énergies) sont effectués par des experts sans consultation des populations concernées. Ainsi grandit le décalage entre les aspirations populaires et les options gouvernementales, influencées par les lobbies économiques. Pourtant, des expériences de démocratie participative révèlent qu'une expertise citoyenne est possible.

Aristote a eu le mérite d'affirmer que «la volonté du plus grand nombre a force de loi». A contrario, les gouvernants se gardent bien de proposer au choix majoritaire des options importantes quand ils sont face à des résultats inacceptables pour la morale ou pour les lobbies économiques. En Afrique, des exemples foisonnent où des expérimentations sont faites pour des médicaments contre certaines pandémies telles que le SIDA, le paludisme, la tuberculose, etc. Tout se passe comme si le continent africain était devenu un réservoir où des cobayes humains peuvent subir des expérimentations scientifiques au gré et au su de la classe dirigeante. Rien d'autre que la récente expérimentation des médicaments anti-Sida sur près de quatre cents cobayes à Douala permet d'étayer cette thèse.

Au demeurant, l'action politique ne se limite pas uniquement aux jeux politiques quotidiens. Comme l'explique José Saramago, l'argumentation moyenne de l'instruction ne suffit pas à produire une conscience humaniste.<sup>8</sup> Dans la plupart des cas de simples citoyens, souvent dans des mouvements associatifs, sont mieux informés (penseurs de l'idéologie de l'expertise et des compétences) que les responsables politiques.

Différentes pratiques sont alors nécessaires pour remédier à ces carences.<sup>9</sup> Ceci justifie la mise sur place au niveau régional, des comités locaux d'information et de consultation. Au demeurant, l'expression des besoins collectifs des citoyens d'une région peut se concrétiser par des enquêtes publiques menées par ces comités. Les opinions émises par ces espaces citoyens doivent servir à l'élaboration des politiques publiques de développement. Pour certaines délibérations, souvent en rapport avec de nouvelles technologies (Plantes Génétiquement Modifiées -PGM-, procréation assistée, choix énergétiques, etc..), qui nécessitent des jugements d'agents

---

<sup>8</sup> José Saramago, « Que Reste-t-il de la Démocratie, » *Le Monde Diplomatique*, Août 2004, cité par Jacques Testart, *L'intelligence Scientifique en Partage*, *Le Monde Diplomatique*, Février 2005, p.24.

<sup>9</sup> Ibid.

préalablement formés, la démocratie participative ne peut pas impliquer l'ensemble des citoyens.

Pour remédier à cette situation, il faut mettre en place des conférences de citoyens et conférences de consensus.<sup>10</sup> La procédure de la conférence de citoyens, une des formes de la «démocratie dialogique» ayant pour but d'obtenir un avis censé être celui de l'ensemble de la population si l'on pouvait préalablement lui donner les moyens d'un jugement éclairé, instruire un dossier technique, mettre le panel de citoyens en condition de comprendre, d'échanger et d'agir en toute responsabilité.<sup>11</sup> La vitalité de la démocratie participative dépend surtout de la consolidation des libertés publiques, des espaces publics pour être mieux soutenue.

### **3. Soutenir la Démocratie Participative à travers les Libertés Publiques**

L'éthique de la démocratie participative exige que soient renforcées les libertés publiques, ce qui, par conséquent, devient son soutien le plus solide au sein de la société civile. Ceci nécessite un citoyen non pas individualiste mais solidaire afin de créer plus de synergies internes et conquérir des espaces de liberté. Le citoyen solidaire comprend mieux et agit beaucoup mieux pour le vouloir vivre et agir ensemble.

#### **3.1. Citoyen Solidaire : Acteur Privilégié de Vivre et de l'agir-ensemble**

On ne pourrait pas citer tous les proverbes quotidiennement utilisés dans nos communautés pour exprimer une seule et même vérité, à savoir qu'isoler, sectionner, sectariser, individualiser est toujours synonyme de fragilité. L'union est génératrice de force. Il s'agit ici de créer les additions, les multiplications, les ajustements qui permettent aussi bien à l'individu qu'à la collectivité de se révéler et de trouver son équilibre en devenant plus productif. Pour ce faire, il est impératif que notre société retrouve dans son ensemble, la parfaite dignité qui

<sup>10</sup> Loka Institute ([www.loka.org](http://www.loka.org)); Fondation Sciences Citoyennes ([www.sciencescitoyennes.org](http://www.sciencescitoyennes.org)).

<sup>11</sup> Michel Callon, Pierre Lascoumes, et Yannick Barthe, *Agir dans un Monde Incertain : Essai sur la Démocratie Technique*, Paris, Seuil, 2001.

favorise l'émergence de l'individu, autant qu'elle rende possible, du mieux possible, la consolidation des communautés qui, par ce fameux esprit d'association dont parlait Alexis de Tocqueville, il puisse se constituer des dynamiques décentralisées mais intégratrices, qui permettent à la nation de trouver progressivement sa cohérence et son unité.

On le sait bien, aucune philosophie politique ou morale ne peut trouver son efficacité au Cameroun et dans tout le sud du Sahara en général, si elle évite de prendre en compte, comme il se doit, la communauté comme espace homogène. La défense de la démocratie participative, devrait donc se trouver au centre de notre engagement, en nous convaincant de ce que toute action politique est destinée aux peuples, aux déshérités, à ceux qui sont sur le bord de la chaussée, plutôt qu'aux puissants et à ceux qui ont le pouvoir. Aussi importe-t-il de penser le Cameroun dans une totale mobilisation de ses forces productives, une telle démarche ne pouvant être que source de réussite de l'action finale. Le plus sage en voulant qu'un modèle sous-jacent doit se garder de tout iconoclasme réducteur dirigé contre les valeurs et la sagesse de nos terroirs. C'est d'ailleurs la seule conduite assurée d'efficacité en politique.

En effet, les méthodes «top down» héritées de la colonisation, les théories de capture et de soumission de la paysannerie<sup>12</sup> se sont systématiquement heurtées à un mur insoupçonné de résistance des ruraux. Evitons de nous présenter comme des gourous face à ces ruraux qui ont fait échec aux modèles importés et imposés de développement. Si tant est que nous voulons le bien-être de tous dans la société/communauté, acceptons un sage agnosticisme en faisant l'économie de nos prétentions souvent disproportionnées pour au contraire nous laisser instruire et guider par la sagesse et les savoirs de nos terroirs.

---

<sup>12</sup> En tant que gardienne de notre mémoire historique et productrice des richesses matérielles

Définitivement et impérativement, face à la déferlante suicidaire du tout-argent et du tout-marché, il devient urgent de combler le déficit socio-humain croissant actuel et donc de replacer l'Homme, être humain agissant comme citoyen solidaire, au centre des préoccupations, des stratégies et des politiques. Solidaire de sa communauté nationale et extraterritoriale, en deçà et au-delà des générations passées, présentes et à venir, le citoyen solidaire est l'acteur privilégié de l'agir ensemble, car uni, on est plus entendu et respecté que seul. Evidence hier, qui reste de pleine actualité. Les mouvements sociaux, les luttes animées par les syndicats et les associations ne devraient pas être un handicap pour un gouvernement responsable et respectueux des règles démocratiques. En donnant plus de force aux exigences de changement, ces citoyens contribuent à repousser les pressions et résistances qui s'y opposent.

Mais il faudrait se faire entendre aussi sur le terrain de la politique elle-même, des choix qui sont faits et des raisons pour lesquelles ils le sont. Il est vrai que, depuis bien longtemps, les centres de décisions essentielles demeurent éloignés des citoyens et leur sont inaccessibles. Mais changer, c'est aussi travailler à changer cette réalité. Il y a besoin d'une toute autre façon de faire la politique, pour ne plus traiter les citoyens comme de simples d'esprit à qui il faut expliquer le bien-fondé des décisions prises sans leur participation et souvent à leur encontre, mais plutôt impliquer ces derniers comme parties prenantes des choix politiques à effectuer. Pour y contribuer, il importe de prendre l'initiative, à l'échelle d'une ou plusieurs entreprises, d'une localité ou d'un quartier, de créer des lieux nouveaux de vie et d'intervention démocratiques que nous appelons espaces citoyens.

### **3.2. Consolider les Espaces de Libertés et Régénérer la Société Civile**

Des espaces désormais permanents, ouverts à qui le souhaite, où les citoyens confrontent librement leurs idées, renouent des liens de solidarité et décident ensemble des actions pour obtenir des résultats, constituent des 'arbres à palabre.' Des regroupements villageois ou de quartier, des villes ou au niveau de

la nation se réaliseront sous d'assises nationales. Ce travail citoyen à élaborer introduira un élément nouveau dans la vie politique nationale et la fera bouger à partir de la vie réelle et des préoccupations quotidiennes de chacune et de chacun d'entre nous.

C'est donc dire combien la démocratie est plutôt à rechercher dans nos terroirs. La pensée isolée étant faible, incomplète, les cultures traditionnelles privilégient l'opinion du groupe, dans le but de réaliser l'objectif de production économique et social, aussi bien que celui de l'allocation finale des ressources redistribuées à la communauté. De telles démarches, souvent visibles dans les assemblées traditionnelles présentent en effet l'avantage d'être en mesure de faire parler les gens, de leur faire échanger les idées, chose qui, on le sait, est à la base même de tout esprit démocratique. Car, dès lors, les individus se sentent plus à même de lever les incompréhensions et les malentendus, de clarifier les informations dont ils disposent ou ne disposent pas, afin que le citoyen puisse se prononcer librement et en connaissance de cause. La démocratie participative, en outre, permet à chacun de ses membres de voir et d'examiner le problème posé dans tous ses aspects, sous aucune pression et d'adopter sa propre décision dans la sécurité du groupe. Le modèle de la palabre africaine est d'une excellente efficacité en la matière.

La tradition africaine des assemblées guidées par le modèle de la palabre découle ainsi d'une observation empirique de la réalité de la vie sociale au sein de nos communautés. Elle est un élément essentiel d'enrichissement de la démocratie. Tous les proverbes camerounais qui célèbrent la force et l'efficacité de l'association et de la participation retraduisent les effets, bénéfiques pour la démocratie, de la loi naturelle de l'attraction des affinités. La consolidation des espaces citoyens devrait prendre en compte le fait qu'un métier nouveau de recensement des opinions, de leur classement par similitudes, du calcul des différents pourcentages du peuple les partageant, etc., devrait naître en Afrique et offrir des emplois motivants. D'ailleurs, la consultation populaire serait aussi

régulière que possible, et systématique sur tous les problèmes de souveraineté de la cité où il y aurait une indécision de la part des représentants gouvernants, sur les projets de lois soumis par les cantons, les parlements et les exécutifs, sur les relations extérieures, d'autant plus que le peuple pourrait prendre lui-même l'initiative de se prononcer sur tel ou tel sujet. Une disposition constitutionnelle doit régir la consultation et l'expression populaire.

L'assemblée présente en effet l'avantage d'être en mesure de lever les incompréhensions et les malentendus, de clarifier l'information reçue et le sujet requérant l'opinion pour que le citoyen puisse se prononcer librement et en connaissance de cause. Elle permet à chacun de ses membres de voir et d'examiner le problème posé dans tous ses aspects, sous aucune pression et d'adopter sa propre décision dans la sécurité du groupe. Le modèle de la 'palabre africaine' est d'une excellente efficacité en la matière.

L'habitude de l'expression populaire dans les assemblées locales est une école de la citoyenneté pour tous nos compatriotes. Dès lors, on sait que le Cameroun a été plongé jusqu'ici dans la misère et la vermine, en grande partie à cause d'un lourd déficit de citoyenneté, il y a lieu de se convaincre de la mise en place urgente de notre modèle, qui rendrait irréversible la démocratie dans notre système politique. La consolidation des espaces citoyens interpelle également la société civile dans le processus de la démocratisation et face à l'Etat.<sup>13</sup> Telle qu'elle est appliquée aux situations africaines, et en simplifiant à l'extrême, l'analyse en termes de société civile s'articule autour de l'idée générale qu'un ensemble d'organisations sociales autonomes peut créer un contre-pouvoir ou, du moins, exercer une pression grâce à laquelle le contrôle de la responsabilisation du régime en place devient possible.

---

<sup>13</sup> Si la rhétorique de la société civile est d'apparition récente en Afrique, le concept lui-même est ancien puisqu'on le retrouve sous la plume d'auteurs aussi divers que John Locke, Hegel, Marx et, bien sûr, l'Italien Gramsci qui l'a théorisé.

C'est pourquoi, il faut faire émerger une société civile forte et responsable. La société civile apparaît alors comme un niveau intermédiaire d'organisation sociale, entre la famille et l'Etat, entre l'espace domestique et l'espace public, rendant certain l'articulation de demandes sociétales et d'intérêts privés. La société civile est constituée de toutes formes d'organisation en dehors de la famille et de l'Etat. Dans cette perspective, les partis politiques jouissent d'un statut particulier ne relevant ni de la société civile ni de l'Etat, ils constituent 'l'interface,' le moyen d'articulation entre la société et l'Etat. Selon l'acception classique émise par Antonio Gramsci, l'existence de la société civile est liée à la différenciation des sphères politique et économique et à l'émergence d'une classe moyenne forte et organisée. En Afrique où ces processus sont encore balbutiants, la société civile est encore en construction. Ceci étant, l'une des particularités des sociétés africaines est le dynamisme du mouvement associatif dont la trame serrée a toujours représenté un obstacle au tout-Etat. C'est précisément ce dynamisme associatif, aujourd'hui puissamment stimulé par la libéralisation politique, qui forme le creuset de la société civile en devenir.

Le Cameroun, comme d'autres pays africains, n'échappe pas à cette règle. La société civile en construction est composée d'organisations non gouvernementales (ONG), groupements villageois, presse privée, chefferie traditionnelles, mouvements religieux, organisations et syndicats et professionnels. En définitive, la viabilité de la société civile semble devoir passer par la nécessaire jonction entre les institutions modernes et traditionnelles qui l'organisent; ce qui implique une plus grande prise en considération des intérêts des populations rurales et la promotion de leur représentativité au sein des structures fédératives de la société civile lorsqu'elles existent.

Aussi devrait être envisagée la consolidation de la démocratie participative sous l'angle de l'équilibre entre l'Etat et la société civile, chacun occupant sa sphère et gérant son domaine, dans un esprit de respect et de tolérance réciproques. Conçues comme contre-pouvoir, les organisations de la société civile ne doivent

pas être perçues comme agissant contre l'Etat ni être de connivence avec celui-ci. Elles doivent servir de jonction et d'interface entre le pouvoir étatique et la société globale en suscitant une participation citoyenne plus forte et dynamique et en trouvant un équilibre entre les structures et mécanismes traditionnels de participation d'une part, et entre les institutions modernes, d'autre part. Cette approche inclusive et participative favoriserait par ailleurs une culture démocratique et un style de gouvernance contribuant au développement démocratique et devrait donc être encouragée par l'Etat et les partenaires du développement.

Cette démarche suppose que la société civile doit fonctionner démocratiquement, car elle peut être potentiellement acivile. A cet égard, il faudrait veiller à ce que, par le biais des ONG qui en font partie, elle ne soit pas utilisée par certains à des fins personnelles (enrichissement, carrière et choix politiques). La redynamisation d'une institution comme le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC) constitue la matérialisation du souci de l'Etat de prendre en compte et d'assurer la représentation de la société civile dans la définition des politiques publiques. Le CESEC, redynamisé par la loi fondamentale, constitue un cadre d'expression de la société civile. Ses membres sont essentiellement issus des catégories socioprofessionnelles et d'organisations sociales.

Le CESEC assure la représentation des principales activités dans les secteurs de l'économie, du social, de l'environnement et de la culture et peut, en tant qu'institution consultative, permettre aux autorités publiques d'entendre la voix des forces vives de la nation. En outre, le CESEC peut être consulté sur des questions éminemment politiques comme celles concernant l'avenir du processus démocratique, du bien-être humain, de la sauvegarde de l'environnement et de l'émancipation culturelle.

L'idée de base qui sous-tend la compétence du CESEC est celle qui consiste à donner aux intérêts économiques, sociaux, environnementaux et culturels et la société civile une tribune officielle où ils peuvent exprimer et défendre leurs points de vue respectifs, alors que les élus du suffrage universel (les députés) doivent être strictement indépendants à l'égard de ces intérêts ou groupes sociaux. En consultant régulièrement le CESEC, le gouvernement pourra s'appuyer sur les solidarités issues des intérêts économiques et du travail pour prendre des décisions plus justes et plus efficaces. Cet organe consultatif peut également jouer un rôle d'arbitre, de médiateur, de conciliateur ou de bons offices. Il s'agira alors pour lui de mettre face à face les différents protagonistes, de jeter les bases d'un dialogue interposé entre ces protagonistes au sein du champ étatique. Toutes ces potentialités exploitées au sein du CESEC constituent un mécanisme précieux de régulation des conflits sociaux ou politiques.

Il reviendrait donc au CESEC de participer à l'élaboration consensuelle d'un partenariat de la Charte de la Société Civile (CSC). Sous le même ordre d'idées, on envisagerait la mise en œuvre des syndicats de paysans par filière agricole, et la mise en place d'un instrument efficace de suivi et d'alerte à même de prévenir d'éventuels dérapages dans l'application des nouveaux mécanismes de gestion des filières libéralisées: les secrétariats permanents de suivi (café, cacao, coton, banane). En plus, l'observation de la démocratie entre les élections mériterait davantage l'attention et pourrait aisément se conjuguer à l'institutionnalisation de l'organe indépendant des élections à organiser. Celui-ci pourrait prendre la forme d'un Observatoire pour la Démocratie Participative, un réseau formel permanent. Avec l'appui de la communauté internationale, cet organe contribuerait au renforcement des capacités nationales et à la prise en charge de leur destin politique par les citoyens.

Ainsi, pour une consolidation de la démocratie, de l'Etat de droit, pour prévenir les éventuelles tensions susceptibles de provenir des consultations électorales

contestées par des acteurs politiques de bonne foi ou de mauvaise foi, la connaissance minimale de toutes les règles du jeu politique national et la présence d'observateurs (nationaux et internationaux) est indispensable; cela sous-tend une constitution stable à laquelle des amendements seront apportés en fonction de l'évolution de la société camerounaise. Dans le même ordre d'idées, la création de plates-formes de dialogue critique, responsable et constructif pourraient également être envisagée. Celles-ci permettraient de créer les conditions propices à la concertation en vue de la maîtrise des changements politiques. La composition de ces plates-formes devrait être de nature inclusive et représentative des institutions de l'Etat et des membres ouverts au dialogue et engagés dans la consolidation des espaces citoyens, c'est-à-dire le développement démocratique du pays.

La médiation intervient en cas de différend entre individus, familles, villages, Etats, un individu et l'Etat, etc. Le médiateur centralise les débats et les idées. Ainsi, les vertus de patience, de pondération et de neutralité, en plus des connaissances psychologiques, juridiques, historiques, religieux devront le caractériser dans la gestion des conflits et des crises. La médiation, élément fondamental de la société, est tout un processus. En relevant ci-dessous les plates-formes informelles de dialogue, nous faisons allusion à nos communautés traditionnelles où le rôle de médiateur est confié aux forgerons, aux griots, aux chefs de terre. Au cours des âges, le mécanisme de la médiation a subi des mutations. Des hommes ont été dépossédés de ce rôle dans la société traditionnelle. La médiation peut prendre plusieurs formes. La forme communautaire est le recours aux esprits supérieurs. Cela se fait de manière régulière soit par le chef de terre ou le chef de la famille. Il y a aussi les fêtes annuelles. L'autre forme est la médiation privée, entre les hommes. Dans ce cas, le médiateur est un forgeron, un griot, un sage, etc. La médiation populaire est intégrée dans la médiation privée.

Dans les crises sociales que connaissent les pays africains, le meilleur médiateur est la vraie justice ; celle qui n'est pas aux ordres des riches et du pouvoir. En effet, il est certain que les fragiles nations africaines sujettes à des conflits de tous ordres imposent des mécanismes de résolutions des crises et conflits sociaux, politiques, ethniques, etc. dans nos systèmes, sans que cette justice n'agisse. Cependant la crise ou le conflit dans la société pourrait ne pas être moins aigu si la responsabilité citoyenne est strictement observée par tous. Dans un Etat de droit, le citoyen bénéficie de droits et libertés reconnus par la loi. Ceux-ci ont leur contrepoids, à savoir les devoirs et obligations également reconnus par la loi.

Il est du devoir de l'Etat de garantir leur exercice à tous les citoyens. Sa responsabilité vise aussi le respect des devoirs et obligations qui en résultent par tous les citoyens. L'Etat nouveau ne peut pas tolérer qu'il y ait deux catégories de citoyens : l'une n'ayant que des droits exempte de devoirs et, l'autre, astreinte aux devoirs et obligations, au risque de précariser les termes du pacte social qui fonde l'Etat de droit. La responsabilité citoyenne induit l'égalité citoyenne dont le respect est obligatoire dans un Etat de droit républicain. La responsabilité quant à elle, implique la soumission de tous à l'autorité de la loi qui est, du reste, la même pour tous. Elle suppose aussi que, en tout temps, les hommes et les femmes soient toujours responsables de leurs actes, surtout ceux qui les engagent dans quelque type de relation que cela puisse être dans l'espace public.

En outre, la consolidation des espaces citoyens découle principalement du respect des droits humains et des peuples. D'une part, la portée des droits humains est d'ordre politique; ils décrivent le minimum de prérogatives que les gouvernements doivent garantir, protéger et respecter. On peut donc citer les droits à la vie, à la liberté, à la propriété, des citoyens (nationalité, droits démocratiques); ceux qui obligent le gouvernement à respecter la loi, la

constitution, la justice, et ceux ayant trait à certains biens sociaux, économiques et culturels.

D'autre part, les droits des peuples s'articulent autour des notions de souveraineté et de solidarité.<sup>14</sup> Les premiers comprennent les droits politiques, économiques, culturels et sociaux. C'est par l'ordonnement de ces niveaux de citoyenneté que renaîtra une société civile multiculturelle ou communautaire. Etant donné les difficultés d'accès aux droits économiques, sociaux et culturels, trois mutations importantes s'imposent: briser le monopole de la créance exclusive des droits économiques, sociaux et culturels sur l'Etat ; transformer les droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels en droits de l'homme et du citoyen, des communautés ou ethnies et de l'Etat et redonner à chacun un rôle actif dans le cadre d'un partenariat tripartite Etat-citoyens-communautés afin de jeter les bases d'une nouvelle politique de répartition des richesses nationales.<sup>15</sup>

Enfin, le principe de solidarité permet aux peuples de se prévaloir de droits au bien-être (développement), à l'alimentation, à la paix et à la sécurité, à la santé, à l'éducation, au logement, à la communication, au respect d'un environnement sain et équilibré. En résumé, les droits fondamentaux du citoyen doivent être protégés par une série de normes juridiques nationales, internationales et régionales. Il est donc impératif de mettre en place un dispositif complet garantissant des droits et libertés du citoyen s'ouvrant aux trois générations de droits humains à consigner de manière consensuelle dans la loi fondamentale. Ce consensus s'établirait donc autour des droits civils et politiques, des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que, en troisième lieu, des droits de solidarité.

<sup>14</sup> Ce sont des droits des peuples de «la troisième génération».

<sup>15</sup> Tshiyembe Mwayila, *L'Afrique Face au Défi de L'Etat Multinational*, *Le Monde Diplomatique*, N° 558, Septembre 2000, p. 15.

Ce à quoi s'ajoute la représentation populaire. Le peuple souverain détient en effet le monopole du choix des représentants. Il peut déléguer à ceux-ci les pouvoirs de désignation d'autres représentants aux fonctions d'application de la souveraineté quand le peuple ne peut les assumer lui-même. Toujours est-il que la gestion de la cité, celle de l'administration des hommes, des biens et du territoire, celle ayant pour objectif d'allouer le bien-être ou d'en soustraire à tout individu, d'améliorer ou de maintenir à l'état l'environnement, est du ressort souverain du peuple qui peut en déléguer les pouvoirs exclusivement à ses représentants. Une personne, autre qu'un représentant, qui exercerait des pouvoirs de souveraineté, est de fait une violation de la démocratie.

Plus que tout autre individu, le représentant a un devoir d'allégeance absolue envers le peuple. Les regroupements locaux ont le monopole de la libre désignation de leurs représentants. Ils peuvent se concerter ou former des alliances dans le but d'effectuer des choix plus causés et plus mûrs. La gestion de la cité exclusivement par des collègues dirigeants est ainsi une forme d'organisation politique qui impose une éthique du travail associatif et participatif, conforme aux traditions africaines. Elle fait obligation aux dirigeants de faire à chaque fois valoir l'intérêt général au détriment des intérêts privés, cela dans le but de concilier efficacité et équité dans le processus de production des biens et des services publics. Cette démarche constituerait donc un grand frein pour les joutes politiques meurtrières vécues de nos jours pour la prise et le contrôle d'un pouvoir obstinément considéré comme indivisible.

Les citoyens ne seraient satisfaits que si les dirigeants ont confiance en eux et en leurs communautés culturelles, investissent dans le recul de la pauvreté, leur offrent les opportunités de maîtrise de leur existence et leur permettent de participer directement à la gestion de la cité. Ils ne seraient satisfaits que si chacun participe à l'élaboration du cadre institutionnel d'un Etat le mieux adapté à la spécificité de notre pays. Dès lors, chacun trouverait des motivations

importantes pour développer un vrai sens patriotique, construisant une nation forte, aussi bien dans son esprit que dans ses réalisations.

#### 4. Conclusion

La quête permanente de la démocratie est un cycle susceptible d'innovations. Car la gouvernance démocratique comprend plusieurs aspects ou domaines constituant l'infrastructure démocratique, à l'exemple de la décentralisation des collectivités territoriales. La Démocratie locale y découlant impulse le développement local. C'est une autre problématique. L'instauration de la Démocratie participative exige néanmoins une volonté et un pragmatisme politiques. Son atteinte est donc possible dans la condition immédiate d'un Etat respecté, du respect du peuple et du patriotisme affirmé. S'il est vrai que la croissance économique devrait se traduire par une amélioration des conditions de vie et une croissance réelle du pouvoir d'achat du consommateur, il n'en demeure pas moins vrai que la démocratie véritable suppose une participation active des populations pleinement informées et à même d'influencer le fonctionnement de la société civile et des institutions de la république. Ce sont des masses conscientisées dont la citoyenneté s'exerce dans des espaces publics.

Enfin, je voudrais formuler quelques principes de démocratie et de gouvernance authentique retenus des entretiens que j'ai personnellement eus avec Joseph Ki-Zerbo à Ouagadougou, réflexions succinctement analysées dans *A Quand L'Afrique?*<sup>16</sup> Les points saillants de ce chef-d'œuvre historique sur la renaissance du continent noir pourraient se résumer comme suit:

1. Les principales références de la démocratie sont :<sup>17</sup> la participation maximale des différentes catégories de la population, la limitation du pouvoir, le partage du pouvoir et la solidarité;

<sup>16</sup> Joseph Ki-Zerbo, *A Quand L'Afrique ? Entretien avec René Holenstein*, Paris, éd. De L'Aube, 2003.

<sup>17</sup> Ibid. p.72.

2. Une puissante organisation autogestionnaire par les peuples eux-mêmes, symbole de l'autonomie paysanne et villageoise;
3. La transparence par la communication et l'exposé devant tout le monde des problèmes communs;
4. Le consensus maximal: l'application à tous des décisions prises par consensus avec la participation et l'expression de toutes les couches sociales;
5. L'Etat africain doit être une instance de gestion du bien commun et des décisions prises pour le compte de toute la cité;
6. La responsabilité: L'Etat de droit doit multiplier la responsabilité des citoyens d'inventer, de décider et de rendre compte;
7. La légitimité: une élite devrait être au-dessus du commun des gens du point de vue juridique, mais aussi au plan éthique et moral.

La Démocratie participative, avec pour fondement un paradigme politique nommé la «Palabre Africaine», se révèle comme «l'éthos africain», c'est-à-dire notre philosophie des relations humaines, de la gouvernance démocratique, l'invention politique en tant que notre part d'africanité dans la «Global Politics».

# **OVERCOMING BLANKET IMMUNITY IN NATIONAL CONSTITUTIONS: THE APPLICABILITY OF THE PRINCIPLE OF UNIVERSAL JURISDICTION TO CAMEROON**

Eric NGONJI NJUNGWE<sup>1</sup>

## **1. Introduction**

The adoption by the United Nations (UN) General Assembly of the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) on 10 December 1948<sup>2</sup> has been pivotal to the current international human rights mechanism, as it has been the foundation upon which all subsequent human rights instruments have been developed. While the respect for human rights forms a vital component of democratic governance in Western nations, Cameroon, like many African countries, continues to perpetuate acts of egregious human rights violations upon its citizens. Unfortunately, national courts are subjected to the authority of the very state perpetrators of such violations, dealing a big blow to any prospect of accountability. How those responsible for gross human rights abuses in Cameroon can be brought to justice forms the core of this paper.

This paper argues that the immunity provisions brought about by the amendment of the Constitution in April 2008 have made Cameroon a serious candidate to the category of countries where the judiciary is deprived of its traditional chores of administering justice, that is, prosecute individuals including public officials for gross human rights violations. Despite this backward initiative, the principle of universal jurisdiction can still be successfully invoked to bring charges against state officials for human rights violations that qualify as breaches to international criminal law. The paper presents a brief overview of human rights violations in Cameroon; current international framework; and the ways universal jurisdiction could be used as an instrument of prosecution and punishment. In this respect, a

---

<sup>1</sup> LLB (Buea); LLM (Pretoria); MSN (UMB); Human Rights and Social Justice Advocate. President and Executive Director, Progressive Initiative for Cameroon (PICAM).

<sup>2</sup> U.N. G.A. RES. 217A (III) of 10 Dec. 1948.

special attention will be paid to the effect of the recent immunity provisions in the 2008 amended Constitution of Cameroon.

## 2. The Cameroonian Landscape

Cameroon epitomises the massive violations of human rights that is ravaging the African continent. Since gaining independence in 1960/1961,<sup>3</sup> Cameroon has only known two Presidents, both of whom adequately qualify as brutal dictators. A clear look at the current socio-political situation in Cameroon may lead one into the mistaken perception that the country is cursed. After struggling for independence, Cameroonians have been rewarded with atrocities, inflicted on them by the successive governments of Ahmadou Ahidjo and Paul Biya.

As a country within the international legal order, the Government of Cameroon is bound by its international treaty obligations to respect and protect the human rights of everyone under its jurisdiction. Despite its international commitments, the situation of human rights in the Cameroon remains ominous. Not only is the government unable to afford its constituents the fundamental rights and freedoms which form the core of human existence, the state has become the main protagonist of human rights abuses.

In Cameroon, the government is such an egregious violator of human rights that scepticism reigns as to the ability of the national legal system to deal with the scourge. Cameroonians have experienced, and continue to experience grave atrocities committed on them by their own government.<sup>4</sup> Contrary to what should

---

<sup>3</sup> The territory known today as the Republic of Cameroon is made up of two Cameroons, French and British Cameroon which gained their independence on January, 1<sup>st</sup>, 1960 and October 1<sup>st</sup>, 1961 respectively. See J Derrick: Cameroon: Dependence and Independence, *African Affairs (Lond)* 89, p.606; B Chem-Langhèè, 'The Road To The Unitary State Of Cameroon 1959-1972,' in *Perspectives on the State: From Political History to Ethnography in Cameroon*, Essays for Sally Chilver, <http://lucy.ukc.ac.uk/Chilver/Paideuma/paideuma-Introdu.html> accessed June 2008.

<sup>4</sup> Cases of human rights violations abound in Cameroon. See US State Department, 'Country Reports on Human Rights Practices - 2007,' Released by the Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, March 11, 2008, available at

be the case, these violations have been carried out with complete impunity. Among the many reasons why impunity is so rampant in Cameroon is the lack of an independent judiciary to prosecute abusers, because most of them are public officials and actors of the very government leading these acts on its citizens.

### 3. Current International Legal Dispensation

Fortunately, the tide of international law is rapidly turning against this reign of impunity. The impact of the New World order, it is hoped, would make the whole world a much better place for human beings. Although the issue of who would have jurisdiction to try international crimes has been a point of concern and contention, it has received some very clear answers. In 1993 the United Nations Security Council set up the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY) to prosecute individuals for international crimes committed in the former Yugoslavia.<sup>5</sup> On the same footing, the United Nations established the International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR) to try individuals for international crimes committed during the Rwandan genocide.<sup>6</sup> The adoption of the Rome Statute of the International Criminal Court (ICC),<sup>7</sup> was supposed to be of great significance to Africa as its coming into existence was to mark the end of impunity and the dawn of a new era of criminal accountability.<sup>8</sup>

Therefore, the end of the last century brought about a great awakening; a new order of international law, in which the world would no longer stand by while some human beings subject their fellows to inhumane treatment without fear of being confronted by the judicial process. However, 10 years after the adoption of the Rome Statute, Cameroonians have instead found themselves held hostage

---

<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2007/100470.htm>; 'Republic of Cameroon Amnesty International Report,' <http://www.amnesty.org/en/region/africa/central-africa/cameroon#report>.

<sup>5</sup> Statute of the International Tribunal for the former Yugoslavia, S.C. RES. 827 of 25 May 1993. UN Doc. S/25704, Annex (1993), reprinted in 32 *I.L.M.* 1163 app. 1192 (1993).

<sup>6</sup> Statute of the International Tribunal for Rwanda, S.C. RES. 955 of 8 Nov. 1994, U.N. SCOR, 49th Sess., 3453<sup>rd</sup> mtg., Annex, 3, U.N. Doc. S/Res/955 (1994), reprinted in 33 *I.L.M.* 1598, 1602 (1994).

<sup>7</sup> Adopted by the Rome Diplomatic Conference, 17 July 1998.

<sup>8</sup> C Eboe-Osuji, "Crimes against humanity: The End of Impunity in the New Order of International Criminal Law, *African Legal Aid*, Oct-Dec (1999), p. 15.

to a dictatorship and the prospect of accountability seems to be fading. A main feature of the ICC is that a state must have ratified the Rome Statute for the Court to have jurisdiction over that country. Since the adoption of the Statute of the ICC in 1998, Cameroon has refrained from ratifying the treaty in order to avoid criminal liability under the Court.

It must be noted that the nature of the abuses being committed on the Cameroonian people by their government clearly amount, in some instances, to crimes recognized by international criminal law. Considering the fact that the ICC does not have any formal jurisdiction over international crimes committed in Cameroon, and taking into account the fact that national courts lack the independence and ability to try state perpetrators of human rights violations, Cameroonians and advocates of justice must seek justice against public officials responsible for human rights violations through other international legal mechanisms.

#### **4. The Principle of Universal Jurisdiction**

The logical reaction to infringement of penal laws is prosecution. Violations must be prosecuted in order to bring their perpetrators to justice. This position is in line with the principle of the rule of law. The rule of law entails that all persons are equal before, and equally bound by the law. No one should be above the law. When crimes are not prosecuted, the principle of the rule of law is totally disregarded and perpetrators continue to be a threat to the society in which they reside.<sup>9</sup> Prosecuting criminals is based on the need to protect society and the international community as a whole.<sup>10</sup> Seen in legal perspective, the rationale is that gross infringements connected to abuses of state powers ought to be

---

<sup>9</sup> K Kindiki, "Prosecuting the Perpetrators of the 1994 Genocide in Rwanda: Its Basis in International Law and Implications for the Protection of Human Rights in Africa", 1 *AHRLJ*, (2001), p. 71.

<sup>10</sup> T Farer, "Restraining the Barbarians: Can International Criminal Law Help?" *HRQ*, (2000), pp. 91-92.

prosecuted to prevent them from escalating, thus deterring them in the future.<sup>11</sup> A nation's respect for law suffers when civilian and military authorities can commit criminal acts with impunity. Viewed from this perspective, there is urgency to investigate and prosecute violators of human rights by government officials who now act with impunity under the cover and protection of the current regime in Cameroon.

Due to the limitation on the ICC and the inability of national courts in Cameroon to bring some perpetrators of human rights abuses to justice, the exercise of universal jurisdiction will offer the widest possibility whereby the legal systems of other countries can be utilized to bring public officials accused of international crimes to justice. Universal jurisdiction describes the competence of a State to define and to prescribe punishment for international crimes even in the absence of any of the traditional judicial links. It is defined as:

"the principle that certain crimes are so heinous, and so universally recognized and abhorred, that a state is entitled or even obliged to undertake legal proceedings without regard to where the crime was committed or the nationality of the perpetrators or the victims."<sup>12</sup>

Universal jurisdiction is based on the principle that certain crimes are sufficiently heinous to be crimes against the international community, the perpetrators of which are deemed to be enemies of humankind. According to this principle, any country where the perpetrator is found is expected to arrest and try or extradite the perpetrator to a State willing to prosecute.<sup>13</sup>

<sup>11</sup> S Macedo, *Universal Jurisdiction: National Courts and the Prosecution of Serious Crimes Under International Law* (Penn Studies in Human Rights, 2006); L Reydam, *Universal Jurisdiction: International & Municipal Legal Perspectives* (Oxford Monographs in International Law, 2004); M A Drumbl, *Atrocity, Punishment and International Law* (Cambridge, 2007).

<sup>12</sup> The Princeton Principles on Universal Jurisdiction, *Meeting of Internationally-Respected Scholars and Jurists* (2001), [http://lapa.princeton.edu/hosteddocs/unive\\_jur.pdf](http://lapa.princeton.edu/hosteddocs/unive_jur.pdf).

<sup>13</sup> W Slomanson, *Fundamental Perspectives on International Law*, (2000), p. 214. See also Genocide Convention (arts 1, 5 & 6); Geneva Conventions, arts 49, 50, 129, 146 of the four Geneva Conventions respectively & art; 85 of Protocol I; Apartheid Convention (arts 2 & 5); Convention Against Torture (arts 4 & 8).

The ability of states to prosecute perpetrators of genocide, crimes against humanity, and war crimes, regardless of who the perpetrators are has got a secured basis not only in the relevant international treaties,<sup>14</sup> but also under customary international law.<sup>15</sup> The significance of punishing these crimes under customary international law is that non-State parties to treaties are nonetheless bound by customary international law.<sup>16</sup> Therefore, anyone who commits such crimes is subject to international criminal jurisdiction even if there is no connection between the offense in question and the state exercising jurisdiction.<sup>17</sup> Under this circumstance, all Cameroonians, including public officials, are subject to international criminal jurisdiction, irrespective of any immunity that may have been crafted to grant cover for human rights violators under national law.

In the final analysis, the postulate that universal jurisdiction is fundamental to the effective functioning of the international human rights and criminal justice regime is twofold:

1. Anyone who perpetrates a criminal act in an area beyond the jurisdiction of a State should not be immune from prosecution merely because the *locus commissi* of the offense (the place in which the crime was committed) may not be covered by the domestic criminal law of any State. Instead, such acts should be made subject to the criminal jurisdiction of every state equally to increase deterrence.<sup>18</sup>
2. Certain acts, no matter where committed; whether in territory *res communis omnium* (a place where no State has authority to exercise jurisdiction) or within

---

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Goodwin-Gill, "Crimes in International Law: Obligations *Erga Omnes* and the Duty to Prosecute," in Goodwin-Gill & S Talmon (eds), *The Reality of International Law*, (1999), pp. 206-207.

<sup>16</sup> C Beyani, "The Legal Premises for the International Protection of Human Rights," in Goodwin-Gill and Talmon, *Ibid.* p. 32. This is because, customary international law, being the law of the community of nations, supersedes national law. On the relationship between international and national law, see T M Franck and G F Fox, *International Law Decisions in National Courts*, (1996); N Jayawickrama, *The Judicial Application of Human Rights Law: National, Regional and International Jurisprudence*, (2003).

<sup>17</sup> G Bottini, Universal Jurisdiction after the Creation of the International Criminal Court, *International Law and Politics*, 36:503(2004), p. 510.

<sup>18</sup> L Sunga, *The Emerging System of International Criminal Law: Developments in Codification and Implementation*, (1997), p. 252.

the territory of a State or States are of such gravity that every State should be authorized to exercise criminal jurisdiction over the offender.<sup>19</sup>

## 5. Applicability of the Principle of Universal Jurisdiction to Cameroon

A principal pragmatic reason why international law provides for universal jurisdiction is to make sure that there is no “safe haven” for those responsible for the most serious crimes. In this regard, the legality of some provisions of the 2008 Amended Constitution of Cameroon should be carefully scrutinized. The new article 53 has been extensively elaborated to provide controversial immunity to the actions of the President. In particular, article 53(3) states that:

“Acts committed by the President of the Republic in pursuance of Articles 5, 8, 9 and 10 [of the constitution] shall be covered by immunity and he shall not be accountable for them after the exercise of his functions”.<sup>20</sup>

The legality of this constitutional provision is contentious. Blanket immunity for all Presidential actions is illegal and null and void *ab initio*. Unlawful and atrocious acts committed by the President in the execution of his duties should still be subject to legal scrutiny. Therefore, despite instituting this provision into the constitution to provide cover for criminal conducts, the jurisdiction of international criminal law will not recognize such immunity. Accordingly, even if the acts of the President and members of his administration cannot be subjected to criminal prosecutions within the national legal system because of this immunity provision, international legal actions can still be brought against them successfully.

Meanwhile, it is worth mentioning that the functions of the Presidency do not entail as of right or privilege, criminality. In other words, a President can function effectively without engaging in criminal conduct. By using the constitution to provide blanket immunity for himself, the President is in essence recognizing that his actions run contrary to the law. Embedded in this immunity provision is also

<sup>19</sup> Ibid.

<sup>20</sup> Law No. 2008/001 of 14 April 2008 to amend and supplement some provisions of law No. 96/6 of 18 January 1996 to amend the Constitution of 2 June 1972.

the inference that future presidential actions may continue to violate established legal framework. It is therefore important for the international community to pay close attention to the situation in Cameroon, and take all necessary steps to avert continued human rights violations, while bringing those responsible for such violations to justice, regardless of their official status.

Since World War II, the list of crimes giving rise to universal jurisdiction has grown to include what is today regarded as serious violations of international human rights and humanitarian law. Among the crimes for which public officials in Cameroon can be brought to account are crimes against humanity. Crimes against humanity are today regarded as part of *jus cogens*, which means a compelling law, the hierarchical position of which is presumably above all other principles, norms and rules, of both international and national law. The clearest definition of crimes against humanity provided under international law is found in article 7 of the Rome Statute of the ICC.<sup>21</sup> Among the acts included in the definition, which are applicable to the situation in Cameroon are:

- torture;
- murder;
- enslavement;
- deportation or forcible transfer of population;
- imprisonment or other severe deprivation of physical liberty in violation of fundamental rules of international law;
- rape, sexual slavery, enforced prostitution, forced pregnancy, enforced sterilisation, or any other form of sexual violence of comparable gravity;
- persecution against any identifiable group or collectivity on political, racial, national, ethnic, cultural, religious, gender, or other grounds that are universally recognised as impermissible under international law.

---

<sup>21</sup> Articles 7(1) (a)-(k). Articles 7 (2) (a)-(h) define the various components of crimes against humanity.

Not all acts within the categories above will qualify as crimes against humanity. According to article 7 of the Rome Statute, crimes against humanity are distinguished from ordinary crimes in 3 ways: first, the crimes must have been "committed as part of a widespread or systematic attack"; second, they must be "knowingly directed against a civilian population"; third, they must have been committed pursuant to a "State or organisational policy". Hence, crimes against humanity can be committed by state agents such as the President, Ministers, Governors, Senior Divisional Officers, Divisional Officers, Government Delegates, etc; traditional rulers acting on behalf of the government; and Generals, Commanders, Commissioners and members of the military, gendarmerie, and police force. Crimes against humanity can also be committed by persons acting at the instigation of or with the acquiescence of the above mentioned officials, such as vigilantes or para-military units like those maintained by some traditional rulers (Chiefs, Fons, and Lamidos) in Cameroon.

## 6. Conclusion

Various precedents exist for legal actions against state actors and former and sitting state officials under the principle of universal jurisdiction. On 8 June 2001, a Belgian Court convicted four Rwandans for their role in the 1994 Rwandan genocide.<sup>22</sup> The four were tried under a 1993 Belgian statute giving the country's courts universal jurisdiction for crimes against humanity, no matter where they occur in the world.<sup>23</sup> The case of Hissen Habré of Chad and Augusto Pinochet of Chile are among the several other cases where the principle of universal jurisdiction has been employed to bring officials to justice. Utilizing this principle to hold Cameroon public officials accountable for their human rights atrocities

<sup>22</sup> K Richburg, "Rwandan Nuns Jailed for Genocide", *Washington Post Foreign Service*, 9 June 2001; P A01 <http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn/A42755-2001Jun8> accessed June 2008; "Vatican puzzled by verdict against Rwandan nuns", 10 June 2001 [http://www.afrol.com/News2001/rwa010\\_nuns\\_genocide.htm](http://www.afrol.com/News2001/rwa010_nuns_genocide.htm) , *Afro News*, accessed June 2008.

<sup>23</sup> Act of 16 June 1993 on the Punishment of Grave Breaches of the Geneva Conventions of 12 August 1949 and their Additional Protocols I and II of 18 June 1977; as amended by Act of 10 February 1999 on the Punishment of Grave Breaches of International Humanitarian Law.

would not be a novelty, rather it would be a great accomplishment of the international human rights regime.

The inability of existing national legal mechanisms to deal with gross human rights violations in Cameroon makes the case for the utilization of the principle of universal jurisdiction compelling. Making use of this international criminal law principle will strengthen the international community's commitment to safeguarding human beings from persecution. This legal avenue can help deter some of the worst crimes and help uphold stability and the rule of law not only in Cameroon, but in Africa and the world at large.

## THE BUILDING OF A DICTATORSHIP: READING GILBERT ANDZÉ TSOUNGUI IN THE COLLECTIVE MEMORY OF CAMEROON HISTORY

Christophe DONGMO<sup>1</sup>

### 1. Introduction

Those familiar with twentieth century Cameroon's political history are well acquainted with Gilbert Andzé Tsoungui, an emblematic postcolonial leader and close ally to Presidents Ahmadou Ahidjo and Paul Biya. Andzé Tsoungui died in April 2007 in Brussels, Belgium. Unlike many other political leaders, he did not publish any political memoir or autobiography. Historians and political analysts were, indeed, expecting him to lift the veil on some defining moments of his political career. Instead of serving the Cameroonian intellectual community with a workable tool of public policy and historical analysis, Andzé Tsoungui posthumously published *Ordre et Liberté*, a platonic and blank narrative of concepts such as law, justice, public order, and freedom.<sup>2</sup>

For a senior state official of the caliber of Gilbert Andzé Tsoungui, one of the country's chief architect of the current tyranny, to have published a book like "Law and Order" upon his death is a sign of patriotic disrespect to Cameroonian collective conscience and history. While still waiting for Andze's memoirs, that will never come, there are qualms about offering an independent historical analysis of political leadership in postcolonial Cameroon. Indeed, the foremost authority enjoyed by Andzé Tsoungui will almost provide additional information about unclassified and informal sources. As such, I submit this historical analysis of Tsoungui's political life out of conviction that its significance for the "dark history of Cameroon" should not be left to state officials and their inner circle.

---

<sup>1</sup> LLB (Younde), LLM (Witwatersrand), MA (Johns Hopkins). Political Analyst and Social Sciences Scholar. Editor in Chief of the CJDHR. Vice President and Program Coordinator of PICAM.

<sup>2</sup> Gilbert A. Tsoungui, *Ordre et Liberté: Ordre et Maintien de L'Ordre et Respect des Droits de L'Homme dans les Pays en Voie de Développement* (April 2007).

This essay argues that Andzé Tsoungui was one of the last survivors from that generation with an intimate knowledge of the unknown details of post-colonial history, the bloody decolonization, the crushing of nationalist movements, the reign of terror under Ahidjo, and the emasculation of the Cameroon opposition in the 1990s. The bulk of the analysis coalesces around two selected clusters of Andze's political career: the collaboration with the French colonial powers from the early days of independence to the last days of the Union de Populations du Cameroun (UPC) rebellion in the mid-1970s, and his controversial management of the Cameroon's incoherent transition to democracy in the 1990s.

## **2. A Biographical Sketch: From Independence to the Maquis Rebellion**

As in many historical analyses, refreshing a biographical background helps to recall that both Andzé Tsoungui and the construction of his image exist within specific circumstances in concrete history. That perspective is important for making sense of the recent discovery of what could be dubbed 'a failure of democratic responsibility and patriotism.' It is worth noting that the time in which Andzé Tsoungui lived on the issues that defined him as a statesman does not differ sharply from those confronting the Cameroonian society today. Therefore, understanding Andzé Tsoungui's behavior requires an examination of the ways in which political leadership has evolved since independence.

A notable and concise bibliography of Andzé Tsoungui is offered by Mark DeLancey, Cameroon expert and Director of Graduate Studies in Government and International Studies at the University of South Carolina.<sup>3</sup> Born in 1930 at Nkolondom, Yaoundé, Andzé Tsoungui completed a distance learning law program at the University of Dakar, Senegal. His career began in the mid-1950s when he was appointed assistant to the Sub-Divisional Officer (*Sous-Préfet*) of Nanga Eboko. In 1958, he was transferred to Douala as assistant to the head of

---

<sup>3</sup> Mark W. DeLancey and Mark Dike DeLancey, *Historical Dictionary of the Republic of Cameroon* 3rd ed. (Lanham, Maryland: The Scarecrow Press, 2000); 2nd ed. By Mark W. DeLancey and H. Mbella Mokeba.

the Wouri Region. This was at the height of the UPC insurgency of which Wouri, along with the Sanaga Maritime and the Western Province were the hotbeds.

After a brief stint in the Eastern Province, he was appointed the Divisional Officer for the Mungo Division, Nkongsamba, in 1961. Andzé Tsoungui's primary mission was to crush the UPC rebellion in the Bamiléké, Mungo, and Sanaga Maritime hinterlands by any means necessary. He worked in close collaboration with Jean Fochivé, the head of Cameroon's intelligence service.<sup>4</sup> Andzé Tsoungui successfully carried out this assignment until 1963 when he was promoted to the position of Federal Inspector for the entire Littoral region (which included Mungo and Wouri). In 1965 he was transferred to the Western Region still as the Federal Inspector, the equivalent of our modern day Governor.

It was under Andzé Tsoungui's mandate that Ernest Ouandié (1924-1971), the charismatic leader of the UPC movement was arrested in August 1970 alongside Nkongsamba Bishop Albert Ndogmo, tried, sentenced to death, and executed on January 15, 1971 in Bafoussam behind the present day *Banque Internationale pour le Commerce et L'Industrie du Cameroun* (BICIC).<sup>5</sup> Other nationalists executed on the occasion included Celestin Takala, Raphael Fotsing, Ouandié's alleged liaison with Ndongmo, and Gabriel Tabeu alias Wambo le Courant leader of a religious movement whose aim was to assassinate Ahmadou Ahidjo (1924-1989).<sup>6</sup> Although Bishop Ndogmo was critical of government's exploitative policies vis-à-vis the poor and had close ties with the UPC rebellion, he was accused of being the mastermind of a coup to overthrow Ahmadou Ahidjo. The local leadership of the Catholic Church under Archbishop Jean Zoa (1924-1998)

---

<sup>4</sup> From December 1961 through 1971, Jean Fochivé served cumulatively as head of the Intelligence Department, *Services D'Études et de la Documentation* (SEDOC), and as chief of Presidential Security.

<sup>5</sup> On a provocative account of the UPC rebellion in the grassfields hinterlands, see Achille Mbembe, *La Naissance du Maquis dans Louest Cameroun* (Paris: Karthala, 1996). See also, Blaise Alfred Ngando, *La France au Cameroun, 1916 – 1939: Colonialisme ou Mission Civilisatrice?* (Paris: L'Harmattan, 2002); Victor T. LeVine, *The Cameroons from Mandate to Independence* (Westport Connecticut: Greenwood Press Publishers, 1964).

<sup>6</sup> Dibussi Tande, "Memory Lane: January 15, 1971 - UPC Leader, Ernest Ouandié, Executed," Scribes of the Den Blog, April 2007, [http://www.dibussi.com/2007/04/individual\\_memo.html](http://www.dibussi.com/2007/04/individual_memo.html).

supported the death sentence. Many foreign political figures, including the French Socialist leader Francois Mitterrand (1916-1996; head of state, 1981 - 1995), and Pope Paul VI (born 1897; papacy 1963-1978), called for clemency, especially on the preacher's behalf. Upon Vatican's formal insistence in what is known in Cameroon popular language as "Kill Ndogmo but give me back my Bishop" (Tuez Ndogmo mais donnez-moi Monseigneur), the clergyman's death sentence was commuted to life imprisonment by President Ahmadou Ahidjo.

Upon his early release, Ndogmo leaves the country in 1975. Many scholars believe that the Ndogmo affair led to the formal collapse of the UPC rebellion in the Western Bamiléké countryside, and should be seen, therefore, as a great victory for Gilbert Andzé Tsoungui and the state.<sup>7</sup> On July 3, 1972, Ahidjo moved Andzé Tsoungui from the Western Province and promoted him as minister delegate at the state inspectorate in his inaugural Federal Government. Later on, Andzé will be succeeded at that position by Charles Onana Awana. From there, the Nkolondom patriarch is assigned the ministry of agriculture (1975-1978) and then the portfolio of justice (1978-1983) before being recalled to the department of agriculture (1983-1983).

### **3. Diverting Cameroon's Transition to Multiparty and Democracy**

When Paul Biya felt the danger approaching his power after rumors of a coup d'état circulated in August 1983, Andzé Tsoungui was immediately removed from agriculture department to become the first Minister of Armed Forces not of Northern origin (1983-1985). During the foiled coup d'état of April 6, 1984, Andzé Tsoungui set up a secret command post to organize the recapture of strategic locations of the capital city by loyal forces. In the aftermath of the coup, he emerged as a powerful figure, calling for vigilance and firmness by the state, and contradicting Paul Biya that all rebels hailed from the North Province.<sup>8</sup>

<sup>7</sup> DeLancey and Mokeba, *Historical Dictionary*, 147.

<sup>8</sup> DeLancey and Mokeba, *Historical Dictionary*, 25-26.

From August 1985, the former Ministry of Armed Forces, officially disbanded, became an integral part of the Office of the Presidency, headed by a Minister Delegate in Charge of Defense (*Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé de la Défense*), thereby confirming the Head of State in his attributes of Commander in Chief. At the outset, the change from “armed forces” to “defense” was to alter the psychological determinants of human attitude by assigning a more “patriotic” role to the military - the defense of national sovereignty, and Andzé Tsoungui was selected to re-occupy this strategic portfolio. Subsequent Minister Delegates for Defense in the Paul Biya administration include very close allies: Jérôme Emilien Abondo (1985-1986), Michel Meva’a M’Eboutou (1986-1990), Edouard Akame Mfoumou (1990-1996), Philippe Menye Me Mve (1996-1997), Amadou Ali (1997-2001), Laurent Easo (2001-2004), and Remy Ze Meka (2004-present).

In April 1989, Andzé Tsoungui returned to national prominence as Delegate General for National Security. When the specter of multiparty politics began signaling itself in the early 1990s, Paul Biya decided to put order in the house through a redistribution of political roles. Appointed as Minister of Territorial Administration (MINAT) on December 7, 1990 when the mass protests broke out, Andzé Tsoungui played a central role in crushing the nationwide opposition movements, students’ “parliament” insurrection at the University of Yaoundé and the “villes mortes” (ghost-town) campaign that severely shook Cameroon to upheavals in the early 1990s. In May 1991, the University of Yaoundé was closed following the suppression of student demonstrations; 7 of the 10 provinces were placed under military rule; and in June the government prohibited meetings of opposition parties. A general strike was called by the National Coordination Committee of Opposition Parties (NCCOP), in November, the ban on opposition gatherings is revoked; and in December, military rule in the 7 provinces ends.

As Minister in charge of the entire electoral process, Gilbert Andzé Tsoungui was the ring master behind the highly controversial presidential elections of October 1992 that many Cameroonians and independent observers unanimously believe were won by the Social Democratic Front (SDF) chairman Ni John Fru Ndi.<sup>9</sup> In Cameroon, officers of the ministry of territorial administration possess unlimited, broad, discretionary, and above all, abusive powers in the conduct of electoral proceedings. In other words, government-appointed officials at both the divisional and sub-divisional levels known as the Senior Divisional Officers (SDO) and Divisional Officers (DO) (préfets and sous-préfets) are the only ones entitled to issue electoral cards, draft voting lists, establish procedures for voter registration, determine both the number and the locations of voting places, implement and interpret voting procedures.

Days before the election, Andzé Tsoungui used his state powers as minister of territorial administration to issue an executive order requesting all voting bulletins to be destroyed and burnt immediately after the final count at polling stations. By destroying any documentary evidence, this measure proved successful, in so far as it completely annihilated any likelihood of recount to challenge the truthfulness of results submitted by various pro-CPDM administrations. On October 2, Jean Fochivé, Secretary of State for Internal Security, sent a telex to all Cameroon diplomatic missions to “respectfully... deny visa to any person claiming to be observer to presidential election without invitation from our government.”<sup>10</sup> It came to my attention that we could easily borrow from Professor Melone’s reference to “dangerous preparations” (préparatifs dangereux) in his memorable teachings on general principles of criminal law to better grasp the significance of Andzé Tsoungui and Fochivé’s executive order and telex.<sup>11</sup>

<sup>9</sup> “John Fru Ndi: Le Ras-de Marée, Mais Paul Biya Conserve le Pouvoir,” *Jeune Afrique Economie*, November 1992.

<sup>10</sup> Telex October 2, 1992, DGSN, CSPSNC, 03401/3A/PC/DGSN/CAB, reproduced by NDI, Appendix 58.

<sup>11</sup> Stanislas Melone, *Droit Pénal Général, Notes de Lectures* (Lecture Notes, General Principles of Criminal Law), University of Yaoundé, 1990.

Being the Minister in charge of territorial administration, Andzé Tsoungui acted as the chief law enforcement organ, and his responsibilities also included management of the civil service staff and the whole administrative system. Voting laws in Cameroon provided for the creation of multiparty commissions (Divisional Supervisory Commissions) to tabulate votes at the divisional level. However, the electoral code was that it did not allow opposition parties to be present at the critical sub-divisional level where polling place results were initially transmitted. It was at this level that DOs supposedly verified the results, changed original figures before sending them to SDOs who, in turn, transferred them to Divisional Supervisory Commissions for the final tally.

After the October 1992 presidential election, Andzé Tsoungui was rewarded with a promotion as Deputy Prime Minister, and State Minister in Charge of Territorial Administration (1992-1997). There is room to argue that Andzé Tsoungui's promotion within the state apparatus was a reward from the hierarchy for his "hold up" of the democratic process during October 1992 presidential elections that ended with the legitimacy of the illegitimate results. While the SDF and its "power to the people" syndrome were completely weakened through fiercely orchestrated "divide and rules" tactics, Andzé Tsoungui was replaced on a "mission accompli" by Samson Ename Ename as Minister of Territorial Administration (1997-2000) and sent to rest as Chairman of the Board of Directors of Credit Agricole du Cameroon.

The loose management of the 1992 election was severely contested by some of Andzé Tsoungui's and Paul Biya's close affiliates. It is from this perspective that we should read the resignation of George Mofor Achu, Governor of the East Province, on October 19. In his resignation letter to Paul Biya, Achu revealed instructions from Andzé Tsoungui to do "everything fair and foul to ensure at least a 60 percent victory for the Cameroon Peoples Democratic Movement

(CPDM) party candidate.”<sup>12</sup> Achu, whose life was in danger, fled persecution and harassment on ideological and political grounds and immediately sought refuge in the United States. On this ground, Andzé Tsoungui is largely portrayed in the public conscience as the man who saved Paul Biya’s régime.<sup>13</sup> On the same footing, Andzé Tsoungui could be validly portrayed as the “strategic engineer” or “the grandfather of electoral fraud” in the Cameroonian political culture.

Dating back to October 12, 1992, Andzé Tsoungui partnered with communications minister Augustin K. Kontchou to broadcast partial results of the presidential elections, thereby violating the dispositions of the Electoral Law of September 17, 1992 which clearly and solely entrusted such a responsibility to the Supreme Court. On October 28, William Eteki Mboumoua, former Minister of Foreign Affairs and former Secretary General of the Organization of African Unity (OAU), speaking from France, formally condemned such unlawful inroads into the electoral regulations by officers whose duty is to enforce them. When Alexis Dipanda, President of the Supreme Court, announced the results on October 23 on the basis of reports submitted by the national commission of elections, the verdict added a severe police brutality, man hunting, press ban, and a state of emergency in the North West Province. John Fru Ndi and 152 others, who were confined under house arrest, received visits from eminent diplomats, delegates from foreign governments, including Desmond Tutu, Cape Town Anglican Archbishop and Nobel Peace Prize laureate (1984).

There is a trend in history scholarship that by 1992, Cameroon ended the third year of democratic transition somberly. In other words, the two elections were no

---

<sup>12</sup> National Democratic Institute Affairs for International Affairs (NDI), *An Assessment of the October 11, 1992 Election in Cameroon*, [http://www.accessdemocracy.org/library/060\\_cm\\_assessment.pdf](http://www.accessdemocracy.org/library/060_cm_assessment.pdf) especially 109 – 111; NDI, “Democratization in Cameroon: International Delegation Report,” October 1991, [http://www.accessdemocracy.org/library/059\\_cm\\_democratization.pdf](http://www.accessdemocracy.org/library/059_cm_democratization.pdf).

<sup>13</sup> David Nouwou, “L’Homme Qui Sauva Le Régime de Paul Biya, » *La Nouvelle Expression*, April, 11, 2007.

easy road to democratization or panacea for the country's cumulative crisis.<sup>14</sup> The democratic experience opened more wounds than it healed and very likely caused consumers of the political game unrealistic and misguided expectations. Though the state apparatus plugged its gaps and checked or reversed civil society's advances through the early elections and crack down, it failed to restore its credibility abroad because of prevailing electoral flaws and corruption. Rather than any effective democracy taking place, let alone consolidation; indecisive, miscalculated, egoistic, and individualist calculations became the fabric of political culture in Cameroon.<sup>15</sup>

Although multiparty elections were held in 1992, the flawed electoral contest represented a step backward in the Cameroon's democratization process. The widespread electoral irregularities were attributed principally by international observers to the government undermined public confidence in President Biya's professed commitment to political reforms. The inability to tolerate diversity and freedom of thought turned out to be the "weakest and most vulnerable point" in the Cameroonian electoral circus.<sup>16</sup> In the end, democratic irregularities failed to restore confidence in the justice process and the decency of the Cameroonian government. To a degree that is difficult to appreciate today, the nation is still running on corruption, violence, intimidation, militarism, and lack of transformative political and socio-economic leadership.<sup>17</sup> Such opposites, discouragement, and abdication, had a more lethal and dangerous meaning to the national economy than initially expected. These recriminations, condemning as they must have been against the national government, actually masked a vast erosion of trust in public authorities. It remains a sliver in a wound that would not heal in the years yet to come.

---

<sup>14</sup> Joseph Takougang and Milton Krieger, *African State And Society In The 1990s: Cameroon's Political Crossroads* (Westview Press, 2000); John Mukum Mbaku and John Takougang (eds.), *The Leadership Challenge in Africa: Cameroon Under Paul Biya* (Africa World Press, 2003).

<sup>15</sup> Takougang and Krieger, *African State and Society*, 150ff.

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> Ibid.

#### 4. Conclusion

Andzé Tsoungui applied his greatest influence during the 1990s democratic transitions and rapidly came to the fore when calls for multipartism broke out. President Paul Biya found it necessary to rely heavily on his knowledge of local administration and authoritarianism to shift the ballot in favor of the ruling Cameroon People's Democratic Movement (CPDM). He was acutely sensitive to criticism of the regime. He was indignant when newspapers published columns discrediting the regime. Yet the direction of change in the administration's policies across a variety of issue areas veered consistently from a liberal strategy of management toward a more conservative strategy of resistance and aggression.

During his funerals that took place on May 5, 2007 at Nkolondom, Prime Minister Inoni Ephraim portrayed and praised Andzé Tsoungui as "a dedicated statesman and an epitome of patriotism, with an exceptional attachment to the unity, and integrity of the country." Paul Biya, Inoni added, saw in Andzé, "an individual who served the country with selflessness and a high sense of duty .... a man of courage, loyalty, and devotion."<sup>18</sup> Despite the idealistic rhetoric in which Paul Biya chose to cover up his management of the democratization game, virtually all of his administration's policies reflected ideas widely advocated on purely conservative, undemocratic, and irrational grounds.

---

<sup>18</sup> "State Pays Tribute to Departed Andzé Tsoungui," Press Release, Office of the Prime Minister of Cameroon, May 2007, available at [http://www.spm.gov.cm/detail\\_art.php?id\\_art=1313&type=simpl&lang=en](http://www.spm.gov.cm/detail_art.php?id_art=1313&type=simpl&lang=en).

## **QUAND PETROLE ET MISERE FONT BON MENAGE: SOUS LE VOILE DE LA GESTION DES REVENUS DE L'OR NOIR AU CAMEROUN**

Paul GEREMIE BIKIDIK<sup>1</sup>

### **1. Introduction**

Malgré le déclin observé de la production nationale de pétrole brut, l'économie et les finances publiques du Cameroun sont de plus en plus dépendants des revenus du pétrole (34,7% du budget en 2006). Au Cameroun, le pétrole est resté pendant très longtemps la chasse gardée d'un cercle restreint du pouvoir politique. Depuis sa création par Décret Présidentiel du 13 Mars 1981, la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH), par exemple, continue d'être sous le joug de la Présidence de la République. Que ce soit sous l'ancien ou le nouveau régime, parler du pétrole dans les discussions et débats quotidiens était considéré comme un «interdit» socio-politique, un crime de lèse-majesté comme diraient les anthropologues. Dans ce contexte, on comprend facilement pourquoi les questions relatives à la gestion de l'or noir restent un sujet tabou et mystérieux pour plusieurs générations de Camerounais. Pour emprunter une mythologie populaire du terroir, on pourrait affirmer sans risque de se tromper qu'en ce qui concerne les problèmes du pétrole, «on ne sait pas où ça commence, on ne sait pas où ça finit» étant donné que ses gestionnaires et administrateurs ne «rendent compte qu'au Président de la République».

Le marasme économique des années 1980s et la dépréciation des prix des principaux produits agricoles d'exportation (cacao, café, coton) ont conduit le gouvernement camerounais à lever un pan de voile sur la gestion des revenus pétroliers. Au rang des motivations extérieures de ce volte-face involontaire nous pouvons mentionner des pressions d'institutions financières internationales, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de certaines structures comme L'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE). Malgré cette

---

<sup>1</sup> Président, Réseau Associatif des Consommateurs de l'Energie (RACE), Cameroun.

approche nouvelle des autorités publiques beaucoup de consommateurs restent circonspects sur la gestion du secteur aval de l'industrie pétrolière.

## **2. La Rente Pétrolière en Chiffres**

Grâce à une légère hausse de la production nationale de pétrole en 2007 et surtout à la flambée du cours du baril du pétrole brut sur le marché mondial - qui se situe aujourd'hui autour de 115 dollars US – la SNH vient d'être classée meilleure entreprise camerounaise de l'année 2007 par l'hebdomadaire panafricain *Jeune Afrique*. SONARA et COTCO, deux autres leaders du secteur pétrolier, occupent respectivement la deuxième et la troisième place dudit classement. Aussi curieux que cela puisse paraître, cette embellie record du cours du baril n'a eu aucun effet concret sur le quotidien du consommateur ordinaire au Cameroun.

Les prix au détail des produits pétroliers et du gaz à usage domestique connaissent depuis 12 ans une augmentation exponentielle. Entre 1995 et 2007 le litre de super à la pompe a augmenté de 32%, 29% pour le litre de gasoil et 46% pour le litre de kérosène. La bombonne de gaz de 12,5 kg, quand à elle, est passée de 3800 FCFA en 1998 à 6000 FCFA en 2007, soit une augmentation de 58%. A titre de comparaison, l'essence coûte plus cher à Douala qu'à Cotonou au Bénin, pays non producteur de pétrole. C'est donc en toute logique que les consommateurs ont le sentiment de ne pas bénéficier des dividendes d'une ressource naturelle dont ils sont pourtant les légitimes propriétaires.

D'après plusieurs sources, les réserves pétrolières camerounaises sont aujourd'hui estimées à 700 millions de barils. Mais, selon la SNH, suite à l'épuisement des champs pétroliers, la production nationale serait en chute libre; elle aurait baissé de moitié depuis 20 ans. De 39,4 millions de barils en 2004, elle est passée à 30 millions de barils en 2005, puis à 23,9 millions de barils en 2006; soit une baisse de 6,1% entre 2005 et 2006. Avec une production moyenne de 100.000 barils/jour, le Cameroun est désormais un petit producteur

de pétrole après avoir occupé le peloton de tête des pays producteurs d'or noir en Afrique. Bénéficiant du nouveau projet pétrolier entre Doba, Sedigui et Kribi, le Tchad est passé devant nous avec 225.000 barils/jour.

Certains observateurs pensent que les arguments tels que la mauvaise qualité et la décote du pétrole brut camerounais par rapport au brut de référence sur le marché de l'énergie, ou encore l'épuisement des champs pétroliers, ne suffisent pas à expliquer la baisse actuelle de la production nationale. Cette baisse contraste curieusement avec la hausse vertigineuse de la production des pays voisins comme la Guinée Equatoriale et le Nigeria. La production du Nigeria par exemple augmente de 3% chaque année, alors que la grande majorité des gisements qu'exploite ce pays se trouvent dans le bassin du delta du Niger, une zone de 75000 Km<sup>2</sup> qui se prolonge jusqu'au Cameroun et en Guinée Equatoriale.

En termes de revenus sonnants et trébuchants, la même SNH nous informe qu'en 2004, l'Etat a perçu environ 596 milliards de FCFA, dont 267,147 milliards de FCFA ont été versés au trésor public, et 24,510 milliards de FCFA dépensés. En 2005, le notre pays aurait tiré un peu plus de 790 milliards de FCFA de sa production pétrolière, dont 380,775 milliards de FCFA ont été versés au trésor public. Toujours selon la SNH, en 2006, le Trésor public a reçu 425,9 milliards de FCFA sur les 777,3 milliards de FCFA de recettes équivalent à la part de l'état du Cameroun dans l'exploitation pétrolière. Pour l'année 2007, la SNH a annoncé un chiffre d'affaires en hausse de 54% et un résultat de 20 milliards de FCFA.

### **3. L'Arbre qui Cache la Forêt**

Derrière ces résultats mirobolants qu'on nous brandit, se cache une réalité plus perfide, celle de la mauvaise gouvernance du secteur aval de l'industrie pétrolière au Cameroun. Comme par hasard, les chiffres susmentionnés ne donnent aucune indication sur la quantité totale de pétrole extraite au Cameroun et les parts respectives des compagnies étrangères bénéficiaires des

concessions et de permis d'exploration et d'exploitation. En dépit de la loi, les contrats de concessions et de licences continuent à prévoir des clauses de confidentialité, dispositions qui sont faites pour dissuader les parties (notamment les compagnies extractives occidentales) à publier unilatéralement les chiffres exhaustifs de l'activité pétrolière au Cameroun.

L'argent du pétrole est-il véritablement utilisé pour financer le développement et l'amélioration des conditions de vie des Camerounais, comme le prétend le gouvernement? Les recettes générées par le pétrole arrivent-elles intégralement dans les caisses de l'état, sinon où vont-elles? Que nous rapporte exactement le pipeline Tchad-Cameroun? Quelle est la part des recettes non pétrolières dans les revenus dus à l'activité de production et de commercialisation du pétrole camerounais? Avec un sous-sol aussi riche en pétrole comment comprendre qu'on se soit battu pour être éligible à l'initiative pays pauvres très endettés et qu'après nous avoir astreints à d'énormes sacrifices pendant plusieurs années, l'atteinte en Avril 2006 du point d'achèvement de IPSTE ne se soit accompagnée d'un soulagement notoire pour les consommateurs? Sachant que cette ressource n'est pas inépuisable, quelle orientation économique le gouvernement préconise-t-il pour l'après-pétrole? Quel est le bilan écologique de l'exploitation pétrolière au Cameroun?

#### **4. Prévarication, Pillage et Misère**

Le nouveau régime pétrolier adopté le 22 Décembre 1999 fixe un nouveau cadre pour les opérations de recherche et de production. Ce nouveau dispositif législatif encore appelé régime code pétrolier a introduit des aménagements fiscaux très avantageux pour les investisseurs. Malheureusement, l'adoption de ces mesures incitatives à l'investissement a, en même temps, ouvert la voie à une exploitation effrénée du pétrole camerounais.

Selon un rapport de l'ITIE sur le Cameroun, publié le 2 Avril 2007, en 2005, les compagnies pétrolières ont déclaré avoir payé pour environ 78,3 milliards de

FCFA d'impôts sur les sociétés. Durant cette même période, le rapport soutient, l'état du Cameroun, à travers la Direction Générale des Impôts, déclarait n'avoir perçu que 77,2 milliards de FCFA. Soit un gap de près d'un milliard de FCFA. En Novembre 2006, la Cellule anti-blanchiment du Ministère Français de l'Economie et des Finances avait alerté la justice de ce pays des soupçons de «corruption d'agents publics» dans l'exploitation et la commercialisation du pétrole au Cameroun; ces investigations visaient le groupe Français TOTAL qui bénéficie d'une concession et d'une autorisation exclusives d'exploitation du pétrole au Cameroun. Selon la réglementation en vigueur, de tels avantages sont uniquement accordés par Décret. La validité de ce type de contrat est de 25 ans pour les hydrocarbures liquides et de 35 ans pour les hydrocarbures gazeux. Les revenus pétroliers furent gérés par un «Compte Hors-Budget» depuis l'époque Ahmadou Ahidjo. Paul Biya a continué la même politique et c'est en 1995 que les revenus pétroliers ont été intégrés pour la première fois dans le budget national. Il ya raison de croire que ce système a favorisé la corruption et les détournements dans le secteur pétrolier.

Plus précisément, le groupe TOTAL a l'exclusivité de l'exploitation et de la commercialisation, pour son propre compte et celui de la SNH, des 2/3 des réserves pétrolières nationales. Les consommateurs de l'énergie au Cameroun se demandent qu'elle est la part du pétrole Camerounais mal acquis dans les 9,58 milliards d'Euros (soit 6227 milliards de FCFA) de bénéfices qu'a annoncé le groupe TOTAL pour l'année 2007. Sous un autre volet, une source Tchadienne révèle que l'exploitation du pipeline qui traverse le Cameroun sur 1070 Km, va nous rapporter environ 540 milliards de dollars US de royalties pendant toute la durée de ce projet.

Parallèlement à ces révélations au parfum de corruption, on note, une augmentation de la pauvreté. Au demeurant, près de 70% de Camerounais continuent à vivre en dessous du seuil de pauvreté ou dans l'extrême précarité; à ceci s'ajoute une injustice sociale caractérisée par des investissements

insuffisants dans les secteurs clés de l'éducation et de la santé, l'accès difficile à l'eau potable et à l'électricité (le taux d'électrification est de 20% dans les zones urbaines et de 5% dans les zones rurales). Malgré cette immense richesse naturelle qui constitue un maillon essentiel du «gâteau national», le pays occupe le 144<sup>ème</sup> rang mondial sur l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (sur un total de 177 pays).

Par ailleurs, aucun acteur institutionnel du secteur aval de l'industrie pétrolière n'admet dans son fonctionnement, le principe de la consultation des organisations représentant les intérêts collectifs des consommateurs. Ces derniers ne sont pas associés dans les processus de prise de décisions dans ce secteur d'activité. Il serait extrêmement laborieux, par exemple, de trouver un seul consommateur de produits pétroliers capable d'expliquer le mécanisme de calcul tarifaire en vigueur dans le secteur des hydrocarbures, pourtant les tarifs au détail leur sont les premiers appliqués. La Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH) qui fait office de régulateur dans ce secteur, rechigne, elle aussi, à jouer pleinement ce rôle, parfois même lorsqu'il s'agit simplement d'informer les usagers.

En dehors des fréquentes et inexplicables pénuries, c'est généralement à la station service, au moment de faire le plein de carburant (super ou gasoil) que l'automobiliste, le transporteur, et la ménagère venue remplir son bidon de kérosène (pétrole lampant), sont très souvent informés de l'augmentation du prix de détail.. Dans la plupart des pays producteurs de pétrole - et possédant par surcroît une raffinerie moderne - ces produits de consommation courante sont suffisamment subventionnés pour les rendre abordables et en faire profiter tous les citoyens. Au Cameroun où le coût de l'énergie pèse déjà très lourd sur le faible budget des ménages, le gouvernement devrait, par souci d'équité, aligner les prix de certains produits pétroliers sur le pouvoir d'achat des couches modestes vivant sous le seuil de pauvreté.

Malgré l'adhésion du Cameroun à l'ITIE en Mars 2005, le vocabulaire de la gestion du secteur aval de l'industrie pétrolière s'est enrichi des mots tels que : opacité, prévarication et pillage caractérisé. Une bonne partie du flux financier généré par ce secteur d'activité est purement et simplement détourné. On peut affirmer sans risque de se tromper que le pétrole nourrit le système de corruption endémique qui a gangrené toutes les sphères du pouvoir politique et contaminé une large portion de la haute administration et des milieux d'affaires du pays. Les consommateurs de l'énergie refusent de continuer à être des laissés-pour-compte de ce système de gestion maffieuse de la manne pétrolière.

## **5. Vérités et Responsabilités**

Alors que tout le monde sait que le pétrole ne coulera pas éternellement, on ne note pas un effort significatif de la part des autorités allant dans le sens de la réduction de la dépendance actuelle de l'économie nationale vis-à-vis de la rente pétrolière. Dans la perspective de l'après pétrole, aucune politique claire de diversification de l'économie n'est mise en œuvre, comme cela se fait déjà dans plusieurs pays plus gros producteurs d'or noir que le Cameroun. Tout est fait comme si cette ressource naturelle était inépuisable. Le Cameroun aurait pu prendre des mesures efficaces pour éviter le «Dutch Disease» en développant d'autres secteurs de l'économie susceptibles de suppléer la baisse de la production pétrolière dans le futur.

Au moment où le monde entier se mobilise sur les questions liées à la pollution et au réchauffement climatique persistant de la planète, dans notre pays, aucun bilan écologique de l'exploitation pétrolière n'est disponible; alors que nul n'ignore les effets dévastateurs de cette activité économique sur l'environnement. La pêche devient impossible dans une grande partie des zones vouées à l'exploitation pétrolière. Par ailleurs, deux (02) grammes par litre de pétrole brut extrait retombe à l'eau avec des conséquences néfastes sur la faune et la flore marines; sans compter les émanations dues aux opérations

d'extractions proprement dites et les dégazages des bateaux pétroliers et d'autres cargos.

Les revenus faramineux qu'engendrent la production et la commercialisation de l'or noir au Cameroun ont, de tout temps, profité et continuent de profiter à une petite poignée de fonctionnaires concussionnaires issus des administrations et des structures d'Etat en charge de la gestion du secteur aval de l'industrie pétrolière. Ces agents publics agissent en complicité avec quelques auditeurs véreux et la vingtaine de multinationales opératrices actives de l'exploitation inconsidérée et de la spoliation des ressources naturelles de notre pays. Devant l'inertie des pouvoirs publics, les usagers et les populations vont s'organiser et revendiquer avec force, la prise en compte de leurs intérêts fondamentaux.

Nous demandons pour l'immédiat, un allègement de la fiscalité sur les produits pétroliers, ce qui pourrait entraîner la baisse des prix à la pompe. En outre, à l'instar de la réglementation en vigueur sur l'exploitation forestière, il serait juste que les retombées de l'activité pétrolière bénéficient en priorité aux régions riveraines des sites de production, tout au moins sur la base qu'elles sont les victimes directes des dégâts écologiques découlant de cette activité. Toutefois, il conviendrait également de souligner que tous les Camerounais sont copropriétaires de l'immense richesse du sol et du sous-sol de leur pays.

## **6. Conclusion**

En dépit de l'injustice dont il est la source, nous n'allons pas, comme notre compatriote Etienne de Tayo, nous contenter de déclarer le pétrole maudit. Au contraire nous devons nous mobiliser massivement pour exorciser cette malédiction en agissant dans le sens de la réappropriation de ce bien commun. Le bien-être du consommateur et le développement économique du Cameroun passent, aujourd'hui plus qu'hier, par une gestion transparente et durable du patrimoine énergétique national et plus exactement, par une juste répartition des revenus issus de l'exploitation de notre sous-sol.

## APPLYING THE AFRICAN CHARTER ON DEMOCRACY, ELECTIONS AND GOVERNANCE TO DICTATORSHIPS: THE CAMEROONIAN EXPERIENCE

Laurean AJONG MBAPNDAH<sup>1</sup> and Eric NGONJI NJUNGWE<sup>2</sup>

### 1. Introduction

“This is a moment of hope for our continent and its peoples’ the time has come to end the marginalization of Africa .... through our actions, let us proclaim to the world that this is a continent of democracy, a continent of democratic institutions and culture. Indeed, a continent of good governance where the people participate and the rule of law is upheld.”<sup>3</sup>

Democracy, elections, and good governance stand very prominent amongst the numerous challenges facing Africa in the 21st century. Reading from the political geography of Africa, there is no doubt that democracy and good governance are vital prerequisites to stability, peace, and sustainable development.<sup>4</sup> On this basis, the continent needs curative and progressive measures to move out of the current “ghetto” and be part of a community of industrialized and peace-loving nations. This essay argues that any constructive leadership should integrate democracy, political participation, and good governance into socio-economic and public policy planning. Though reference is made to several countries for comparative purposes, the bulk of the discussion is on the Cameroonian

---

<sup>1</sup> LLB (Buea); LLM (Yaoundé). Human Rights and Democracy Advocate for Africa. Pan African Visions Contributor. Email: [ajonglaur@yahoo.com](mailto:ajonglaur@yahoo.com).

<sup>2</sup> LLB (Buea); LLM (Pretoria); MSN (UMB); Human Rights and Social Justice Advocate. President and Executive Director, Progressive Initiative for Cameroon (PICAM).

<sup>3</sup> Thabo Mbeki, South African President, inaugural conference of the African Union (AU), July 2002, Durban.

<sup>4</sup> On the interconnections between democracy and socio-economic development, see Anne-Marie Goetz and Rob Jenkins, *Reinventing Accountability: Making Democracy Work for Human Development*, (International Political Economy Palgrave Macmillan, 2005); Dhanjoo N. Ghista, *Socio-Economic Democracy and the World Government: Collective Capitalism, Depovertization, Human Rights, Template for Sustainable Peace*, (World Scientific Publishing Company, 2004); Robley E. George, *Socioeconomic Democracy: An Advanced Socioeconomic System* (Praeger Studies on the 21st Century, 2002).

unfinished path to participative and reconstructive democracy. In an attempt to solve this dilemma, the debate necessitates a lengthy discussion to summarize, in more traditional terms, the complex and controversial nature of the emerging African constitutional setting.

## **2. The African Charter on Democracy, Elections and Governance**

The adoption of the African Charter on Democracy, Elections and Governance (CDEG) by the African Union (AU) in January 2007 was a sign of changing times.<sup>5</sup> In undertaking such critical study, the first step is to acknowledge one primary fact which can never be blinked. Despite this statutory achievement, skepticism still loomed in the minds of several observers because of the continent's penchant for treaties rather than their effective implementation at national and subregional levels.<sup>6</sup> This uncommitment to the international rule of law has been firmly established in the minds of corrupt and selfish leaders for decades. Therefore in spite of this positive step many still consider the adoption of this charter as another facade to amuse the gallery or please donor institutions. Everything being the same, there is room to believe that the ratification and effective implementation of the CDEG will yield enormous returns.

Article 3 of the CDEG deals with the implementation of the Charter by state parties. There ought to have been a strong proviso obliging state parties to establish electoral calendars well ahead of scheduled elections. The basic rationale is that all political parties should have adequate time for electoral preparations. In some countries, elections dates are a secret known only to the head of state, who in most cases is the leader of the ruling party. It follows that African leaders arbitrarily use their powers over the electoral calendar to hood

---

<sup>5</sup> Eighth Ordinary Session of the Assembly, Addis Ababa, Ethiopia, January 30, 2007, <http://www.africa-union.org/root/AU/Documents/Treaties/text/Charter%20on%20Democracy.pdf>.

<sup>6</sup> On recent CDGE scholarship, see Edward R McMahon, "The African Charter on Democracy, Elections, and Governance: A Positive Step on a Long Path," *Open Society Institute, AFRIMAP*, May 2007, [http://www.afri-map.org/english/images/paper/ACDEG&IADC\\_McMahon.pdf](http://www.afri-map.org/english/images/paper/ACDEG&IADC_McMahon.pdf); Alemu Tikikel, *The African Charter on Democracy, Elections and Governance: A Normative Framework for Analysing Electoral Democracy in Africa*, LLM Thesis, University of Pretoria, 2007.

wink opponents and rig elections. Whenever we raise the issue of electoral irregularities and the confiscation of political power in Africa, Cameroon should be mentioned as a case at point. In 2002, elections dates for Municipal and Legislative elections were announced barely a month earlier to the elections. This resulted in chaotic preparations that finally compelled the head of state to postpone the elections on the very morning of the polls, after many had already voted in some constituencies. Setting precise dates ahead of time and involving independent stakeholders would have avoided such incidents.<sup>7</sup>

Article 10(2) of the Charter stipulates that “State Parties shall ensure that the process of amendment or revision of their constitution reposes on national consensus, obtained if need be, through referendum.” The Charter should have recommended that referendum be used as a mandatory mechanism for constitutional amendment. The constitution is the most serious document of a country. The frivolous manipulations of the constitution to favor incumbents have led to devastating consequences in a number of countries. There are instances where leaders fiddle with their country constitutions at will or use legislatures with doubtful legitimacy to claim consensus. In April 2008, the Cameroon Parliament amended the country’s constitution to remove presidential term limit, giving the president the ability to stand for reelections indefinitely.

Article 14 encourages state parties to institutionalize constitutional civilian control over the armed and security forces to ensure the consolidation of democratic institutions. Needless to say, civilian control should not be interpreted as a blank check to turn the armed forces into agents of repression and intimidation of real and imagined enemies, “*apprentis sorciers*” and “*marchands d’illusions*,” to borrow from the notorious terminology of the Cameroon leader, Paul Biya. Likewise, article 17 requires state parties to hold regular transparent, free and fair

---

<sup>7</sup> During the presidential polls of October 1992, elections were convened before the adoption of the electoral code by the National Assembly. The government, through Augustin Kontchou Kouomegni, its Minister of Communications and Spokesman, openly violated the terms of the governing laws on the grounds that “*La loi est faite par les hommes et les mêmes hommes peuvent la changer à tout moment.*”

elections. This includes *inter alia* the establishment of independent national electoral bodies, a mechanism to redress election disputes, and the provision of equitable media access by political parties contesting elections. Cameroon neither has an independent electoral body nor a fair dispute resolution system. In Cameroon, it is hard to distinguish between the state and the ruling party. As such, the agenda and resources of the state and the ruling party are mixed up, while, the opposition is progressively marginalized, starved of funds, and denied access to the public media. Providing funds for credible political parties will augur well for fairness, enhanced political participation, vibrant competition, and stronger democracies.

Article 23 of the Charter recognizes that one of the illegal means of acceding or maintaining power is the revision of constitutions to prolong tenure of office of incumbent presidents. Constitutional amendment is actually one of the means en vogue on the continent now to stay in power. This author believes that the non-inclusion of elections judged to be blatantly and grossly fraudulent on that list is a blank check for sit tight leaders who use the facade of flawed elections to eternalize their stay in power. The Charter fails to put enough safeguards to scenarios where state parties are excluded from the AU but member states maintain relations with them as if there was nothing wrong or at stake. Should this be the case then the sanctions will not have the required weight to cause the deviant or suspended member to put its act together. In a very subtle manner, article 25(3) makes mince meat of all what the Charter is out to promote. A state party either respects the provisions of the Charter and stays in or violates it with impunity and stays out. Any talk of maintaining diplomatic ties and other initiatives may just be encouragement for a deviant state to think it can play around the Charter on Democracy, Elections, and Governance.

### **3. Violations of the Charter Provisions in African Countries**

Events following the adoption of the Charter have confirmed fears that it may have been nothing more than a mirage designed to deceive the international and

donor community. Less than two years after its adoption, African countries have begun desecrating the spirit of the Charter. A closer look at the Presidential elections of December 2007 in Kenya and the controversial amendment of the constitution in Cameroon in April 2008 lend credence to this contention. In Kenya, incumbent President, Mwai Kibaki rigged elections in violation of the Charter provisions with little reaction from his peers in the African Union. Allowing President Kibaki to attend the African Union Summit with a huge cloud of doubt over his legitimacy was a very ominous sign that African leaders may not be so committed after all to the challenge of democracy.

In February 2008, there was serious unrest in major towns in Cameroon.<sup>8</sup> Although unbridled price hikes of basic commodities were advanced as reasons for the chaos, it was clear that Cameroonians were sending a strong message of disapproval to designs by President Paul Biya to do away with presidential term limits imposed by the Constitution of January 1996. Per that constitution, the term of office of the President of the Republic was seven years renewable once only. With the last of his second seven year term due to end in 2011, Cameroonians saw any constitutional amendment as a *de facto* life presidency for Paul Biya. The unrest had a heavy toll on human life, 40 dead according to government sources, and over 100 dead according to human right groups. By April 28, 729 were already charged, sentenced and jailed.<sup>9</sup> According to Amadou Ali, Vice Prime Minister, Minister of Justice, Keeper of the Seals, 1671 youths were arrested.<sup>10</sup> In addition, independent media houses like Equinox in Douala and Magic FM in Yaoundé were shot down by the government, all these in violation of the provisions of the Charter on Democracy, Elections, and Governance, but to

---

<sup>8</sup> Orock Eta, "Cameroonians Go to the Streets," *The Post*, February 25, 2008.

<sup>9</sup> Armand Essogo, "Emeutes de Février: 729 Personnes Déjà Condamnées," *Cameroon Tribune*, April 7, 2008; Nkendem Forbinake, "Over 1600 Arrests so Far," *Cameroon Tribune*, March 7, 2008.

<sup>10</sup> Justin Blaise Akono, "Crise Sociale : La 'Vérité' Selon Amadou Ali," *Mutations*, March 7, 2008. Note that on May 20, Paul Biya signed a decree on the Remission of Sentences in the Framework of the February 2008 Uprisings, Decree N° 2008/174 of 20 May 2008, *Cameroon Tribune*, May 21, 2008.

the complete stillness of the African Union. Ignoring the voice of the people, the president, in April 2008 unscrupulously succeeded in amending the country's constitution to scrape presidential term limit in violation of the Charter provisions without any condemnation by the African Union.

#### **4. The Concept of Democracy and its Practice in Africa**

Far from the belief that democracy is alien to African culture, George Ngwane's in his book, *Settling Disputes in Africa*, showed that traditional societies in Africa had very democratic setups.<sup>11</sup> In the North West Province of Cameroon for example, traditional societies functioned in a three tier system, with the *Fon* or Ruler acting as the executive, the *Ngumba* acting as the Legislature, and the *Kwifon* acting as the Judiciary. Democracy therefore is not an alien concept that should be forced onto Africans. While Africa should not be coerced to adopt any wholesale models from other parts of the world, democracy certainly has minimum universal standards that still remain missing in many African countries.

Africa is making progress with countries like Ghana, Benin, Malawi, Mali, Mozambique, Namibia, South Africa, Senegal, and Zambia standing out as proud examples with giant strides in the right direction. Despite these good examples, most of the countries still lack behind and are indulged in practices that make the continent a terrain of barbarism. At the Organization of African Unity (OAU) Summits of Algiers in 1999 and Lomé (Togo) in 2000, resolutions were passed to condemn leaders who come to power through unconstitutional means. In the first major test, the continental body did not fare so well when the people of Madagascar rose up in unison to thwart the efforts of the incumbent leader, Didier Ratsiraka to rig himself into another mandate in 2002. Pressured by the grassroots, the High Constitutional Court endorsed Ravalomanana's victory on April 29. Ratsiraka fled the country and Marc Ravalomanana from the opposition

---

<sup>11</sup> George Ngwane, *Settling Disputes in Africa: Traditional Basis for Conflict Resolution*, (Yaoundé Buma Kor House Publishers Ltd., 1996).

was installed as the new president on May 6.<sup>12</sup> Rather than seizing the opportunity to consolidate the democratic process in that country, the new president was more or less considered persona non grata by most Africa countries and the AU. Paradoxically this position only shifted when powers like France and the United States showed their support to the new leader.<sup>13</sup>

The AU still has very visible relics of the OAU and has to do more to convince the people that it has ceased to be a club or fraternity of comrades with doubtful legitimacies out to protect their mutual interests. In fact, it is really hard to draw a line between leaders who use the fallacy of flawed elections to maintain a vicious grip on power and those who get to power through military coups. Both scenarios, which are still visible on the continent, undermine the will of the people. Military coups in Ivory Coast, Central African Republic, and Mauritania condemned by the AU have had a desired impact on the future of the electoral game in such countries. The undoing of the AU like the OAU may well be the absence of the political will with nothing binding or forcing countries to honor engagements, declarations, charters, and resolutions they sign.

Although there is a peer review mechanism within the AU treaty system, most countries are unwilling to open up to scrutiny. It is worth mentioning, that democracy still remains a very vital option in the transformation of Africa. Otherwise stated, democracy is the best guarantee for peaceful regime change as it offers better prospects for accountable leadership. Democracy also ensures that the people have the possibility of making use of the most potent weapon they have - the ability to vote and choose their leaders. Leaders like Cameroon's Paul Biya, Gabon's, Omar Bongo, Equatorial Guinea's Obiang Nguema Mbazogo, and Libya's Mohammed Gaddafi who have been in power for decades

<sup>12</sup> BBC, Profile: "Marc Ravalomanana," March 11, 2002, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/1866530.stm> accessed June 2008.

<sup>13</sup> On Madagascar, see Richard R. Markus, "Political Change in Madagascar: Popular Democracy or Neopatrimonialism by Another Name," *South African Studies for Security*, Pretoria, ISS Paper 89, August 2004, <http://www.iss.co.za/pubs/papers/89/Paper89.htm>; Philipp M. Allen, *Madagascar: Conflicts of Authority in the Great Island*, (Westview, 1995).

take the people for granted because they know that elections are just a façade whose results have little or nothing to do with the will of their constituencies. Accordingly, their perpetual stay in power is indicative of the fact that they consider the AU as a forum to get approbation for their self-serving agenda.

The African Civil Society must get more proactive in issues regarding the continent.<sup>14</sup> The civil society played a great role in pressuring General Robert Guei to flee after futile attempts to rig elections in Ivory Coast in 2000. Civil society organizations were also instrumental in preventing Ratsiraka from rigging elections in Madagascar in 2002; in thwarting attempts by Frederick Chiluba to extend his mandate in Zambia beyond constitutional terms; and in forcing Bakili Muluzi to drop his designs to extend term limit in Malawi. The highly respected Obasanjo of Nigeria tried to extend his mandate in Nigeria but the resistance of the people was so strong that even law makers who had swallowed his bait gave in for fear of reprisals from the people they represent.<sup>15</sup> Unfortunately, the situation has not been the same in other countries such as Chad, Gabon, Uganda, and Cameroon. In Togo, the situation noticed a new twist. Not only did Eyadema change the constitution, upon his death all constitutional channels of succession were thrown to the wind and his son Faure Gnassingbé, installed as his “next of kin”. The reaction of the AU was not indicative a body decisive and totally committed to fighting undemocratic practices on the continent.

---

<sup>14</sup> On the role of civil society as an agent of democratic governance in Africa, see Makau Mutua, *Human Rights NGOs in East Africa: Political and Normative Tensions* Pennsylvania Studies in Human Rights (Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 2008); Lennart Wohlgemuth, Samatha Gibson, Stephan Klasen, Emma Rothschild (eds.), *Common Security and Civil Society in Africa* (Nordic Africa Institute, 2007); Rachel Murray, *The Role of National Human Rights Institutions at the International and Regional Levels: The Experience of Africa Human Rights Law in Perspective* (Hart, 2007); Celestin Monga, *The Anthropology of Anger: Civil Society and Democracy* (Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1996).

<sup>15</sup> European Union, *Report of the EU Election Observation Mission Nigeria 2007*, [http://ec.europa.eu/external\\_relations/human\\_rights/eu\\_election\\_ass\\_observ/nigeria/index.htm](http://ec.europa.eu/external_relations/human_rights/eu_election_ass_observ/nigeria/index.htm). See also Jibrin Ibrahim, “Legislation and the Electoral Process: The Third Term Agenda and the Future of Nigerian Democracy,” Research Paper, Centre for Democracy and Development (CDD) Nigeria Roundtable, 2006, <http://www.cdd.org.uk/pdf/electionsandthirdterm.pdf> ; and “President of Nigeria loses bid for a 3rd term” *International Herald Tribune*, The Global Edition of the New York Times, May 16, 2006, <http://www.iht.com/articles/2006/05/16/news/lagos.php>

Recent events in Kenya and Cameroon show that it is the people who are going to make the difference and not governments. The heroic fight of Kenyans backed by strong support from the international community forced President Kibaki to agree to dialogue and some eventual power sharing agreement with the opposition. It is hoped that other leaders will reflect on the Kenya situation before embarking on the expensive antics of election rigging. In Cameroon, the uprising of February 2008 seems not to have achieved the desired results. However, it sent a strong message that taking the apathy of the people for weakness could be a costly mistake. It was a sign that the free ride President Biya has had over Cameroonians for more than two decades may be at its end stage.

## **5. Conclusion**

Despite the numerous difficulties involved in the straddle for democracy in Africa, the trend shows a willingness of the people to stand up to the tyranny of their leader. These efforts by Africans need the committed support of the international community. It is only by continuing the struggle for democracy and human rights on the continent that the martyrs of the election saga in Kenya, the unrest in Cameroon, and others around the continent will know peace. Though democracy may not provide a magic wand to solve all of Africa's problems, it might nevertheless offer the people the best guarantee to put in place leaders who best represent their aspirations and who are answerable to their vote. It remains clear that the future is far brighter than most people may believe. Democracy, free and fair elections, good governance, and socio-economic reconstruction will augur such prospects. That the Charter was adopted is a sign that Africans are aware of the stakes. Scrupulous respect for its provisions will mean giant leaps in the right direction with opportunities for Africa to occupy its rightful place in the community of civilized nations.

## CHALLENGES OF INCORPORATING AND ENFORCING A BILL OF RIGHTS IN THE CAMEROONIAN CONSTITUTION

Christian Aimé CHOFOR CHE<sup>1</sup>

### 1. Introduction

Cameroon has gone through several constitutional changes since its independence in the aftermath of the Foumban Conference of 1961, a plebiscite of February 11<sup>th</sup> led to the suppression of the existing two Prime Minister portfolios and the creation of the position of Vice-President.<sup>2</sup> The advent of the United Republic of Cameroon augured the birth of the June 2, 1972 Constitution. Thereafter, recommendations of the so-called Tripartite Conference that took place from October to November 1991 formed the basis of the 1996 Constitution. It is noteworthy that from the Federal Constitution of the independence years to the recent amendment of April 2008, the place of fundamental rights in the Cameroonian legal order remains a matter of concern.<sup>3</sup>

The purpose of this contribution is threefold: (1) define constitutionalism; (2) show the centrality of constitutionalism in any given system; and (3) offer a cursory analysis of the universality of human rights. Based on examples drawn from the United States of America and the Republic of South Africa, my discussion coalesces around the amended version of the Cameroon's 1996 Constitution. It is the contention of this essay that Cameroon should clearly and unequivocally integrate socioeconomic and political rights in its constitution, as well as adopt definite measures for their enforcement by state organs. To sustain my argument, I give a brief appraisal of democratic change and human rights

---

<sup>1</sup> LLB (Yaoundé), LLM (Pretoria), Second Assistant to the Senior Divisional Officer (SDO), Manyu Division, Republic of Cameroon.

<sup>2</sup> J Benjamin West, *Cameroonians: The Minority in a Bi-cultural State* Les Presses de L'Université de Montréal, Canada (pp. 159 -162).

<sup>3</sup> See the 1996 Amendment to the 1972 Constitution of Cameroon (<http://www.camlaw.org/LaconstiE.html>) accessed 26 February 2008.

from the prism of constitutional jurisprudence before discussing the applicability of the universality of human rights to Cameroon.

## 2. Democratic Change in Constitutional Jurisprudence

Based on John Locke's "theory of government" and the republican ideology espoused by the Founding Fathers of the American republic, constitutionalism rests on the fundamental postulate that government can and should be legally limited in its powers, and that its authority depends on its observing these limitations.<sup>4</sup> Equally stated, constitutionalism refers to the fact that a government should derive its powers from a written constitution. By restraining government powers to those enshrined by the supreme law of the land, constitutionalism limits coercion and abuse of powers in two ways.

The first mechanism is the restriction of state power through the division of labor between various state agencies. Initially coined by Montesquieu as "separation of powers," this procedure gives room for certain forms of power to be exercised only by certain institutions in accordance with set procedures.<sup>5</sup> In the formative days of the Enlightenment, Montesquieu constructed a naturalistic approach of various forms of governments to justify how public authorities might be preserved from corruption and serve the common good. The French scholar argued that despotism "could best be prevented by a system in which different bodies exercised legislative, executive, and judicial power, and in which all those bodies were bound by the rule of law." Needless to say, the separation of powers had an enormous impact on constitutional and liberal political theory.

---

<sup>4</sup> John Locke (1690), *Two Treatises of Government* (various editions) especially Book II, Chapters XI-XIV (1690); Ronald Dworkin, *Freedom's Law: The Moral Reading of the American Constitution*, (Cambridge: Harvard University Press, 1996). On more on constitutionalism, see Stanford Encyclopedia of Philosophy, <http://plato.stanford.edu/entries/constitutionalism>.

<sup>5</sup> Montesquieu (Baron de), *The Spirit of the Laws*, tr. Thomas Nugent, ed., F. Neumann (New York, 1949); *Persian Letters*, trans. C. J. Betts, (Harmondsworth UK: Penguin Books, 1973); Robert Shackleton, *Essays on Montesquieu and the Enlightenment*, ed. David Gilman & Martin Smith (Oxford: Voltaire Foundation at the Taylor Institution, 1988); Carrithers, M. Mosher, and P. Rahe, eds., *Montesquieu's Science of Politics: Essays on The Spirit of the Laws*, Lanham MD: Rowman & Littlefield, 2001; Anne Cohler, *Montesquieu's Comparative Politics and the Spirit of American Constitutionalism*, Lawrence KA: University Press of Kansas, 1988.

The second-widely used restraint mechanism is the inclusion of Bill of Rights in national constitutions. This is generally a clear restatement in the corpus of the constitution of specific rights that everyone ought to have vis-à-vis the state.<sup>6</sup> Aside from the fact that the foundation of liberty, freedom, and peace are all buried in a Bill of Rights, the thrust of the matter is that the government may not use its powers in a way that violate any of the listed fundamental rights.<sup>7</sup> In some progressive systems like South Africa, the Bill of Rights is also enforceable against private individuals in accordance with the “horizontal theory.”<sup>8</sup> All in all, if associated rights such as constitutional supremacy, justiciability and entrenchment are left out, then the limitation on the power of government will be ineffective.<sup>9</sup>

In spite of their history based on unequal race relations, South Africa and the United States of America stand among the two nations that have made considerable achievements in the codification, adjudication, and implementation of the Bill of Rights. Both countries can boast of well outlined and defined Bills of Rights that work effectively in the legal and political landscapes. It remains, therefore, to be seen how Cameroon could borrow from such experiences.

### **3. Universality of Human Rights and the Cameroonian Constitution**

The basis of the universality of human rights is best stated in the Preamble to the Universal Declaration of Human Rights (UDHR), which proclaimed it to be:

“ [a]common standard of achievement for all peoples and nations, to the end that every individual and every organ of society shall strive by teaching and education to promote respect for these rights and freedoms and by

<sup>6</sup> Historically, the whole theory of Bill of Rights emerged out of the English Bill of Rights of 1689, an Act of the Parliament titled “*An Act Declaring the Rights and Liberties of the Subject and Settling the Succession of the Crown*,” (1 Will. & Mar. Sess. 2 c. 2). Alongside the Magna Carta (1215), the Act of Settlement (1701, 12 & 13 Wm 3 c.2), and the Parliament Acts (1911, 1949), the Bill of Rights or Declaration of Rights, as it came to be known, formed the stronghold of the British judicial system and was later on adopted by other countries.

<sup>7</sup> Floyd A. Harper, *Liberty: A Path to its Recovery* Irvington-on-Hudson, N.Y. Foundation for Economic Education, 1949

<sup>8</sup> Alfred Cockrell, “Private Law and the Bill of Rights: A Threshold Issue of Horizontality,” in *Bill of Rights Compendium*, (Durban: Butterworths, 2001), p. 3A – 318.

<sup>9</sup> Johan De Wall, Ian Currie & Gerhard Erasmus, *The Bill of Rights Handbook*, (Juta & Co Ltd 2001), p. 7.

progressive measures, national and international, to secure their universal and effective recognition and observance.”<sup>10</sup>

Some scholars have contended that universality is drawn from various principles of natural law, morality, philosophy or anthropology.<sup>11</sup> The starting point according to Barney Pityana, ex Chairperson of the South African Human Rights Commission, is that all cultures and systems have standard rules or practices which show respect for human beings, and that norms of natural justice govern humankind and the community of civilized nations.

The Constitution of Cameroon of 1996 does not have any Bill of Rights. Though the fundamental law refers to political and socioeconomic rights, rights to development and peace, these rights are all buried in the preamble rather than outlined in a well organised Bill of Rights. This situation is deplorable in so far as fundamental freedoms do not always have the importance and protection they deserve. As result, civil and political rights, prison conditions, torture, and the electoral process, for instance, remain wanting. As far as socio economic rights are concerned, the enjoyment of the rights to housing, healthcare, drinking water, and education is hindered by the principle of “progressive realisation”.

Having regard to this legal loophole, there is need for the National Assembly to fully and unequivocally integrate the Bill of Rights into the body of the Cameroonian Constitution. This will go a long way in the promotion and defense of the rule of law. This process will entail, arguably, the upholding of accompanying guarantees such as constitutional supremacy, justiciability, non

---

<sup>10</sup> UN General Assembly Resolution 217A (III) of 1948, adopted by 48 votes for with none against and 8 abstentions.

<sup>11</sup> Y. Ghai, “Universalism and Relativism: Concretising the Debate,” (unpublished paper distributed by the International Council on Human Rights Policy, Geneva, June 1999), C. Brown, “Universal Human Rights: A Critique,” *International Journal of Human Rights* 1(2)(1997)41-65, all quoted by Barney N. Piyana, “The Challenge for Culture for Human Rights in Africa: The African Charter in a Comparative Context,” in M. Evans and Rachel Murray, *The African Charter on Human & Peoples’ Rights The System in Practice*, 1986-2000, (Cambridge University Press, 2002 ), p. 219.

interference with legislative debates, and entrenchment, thereby establishing a good governance platform for the protection of the individual against the state.

#### **4. Conclusion**

The aim of this contribution was to argue for a need for a constitutional reform especially the introduction of a Bill of Rights in the Cameroonian constitution. At the outset, constitutional reform alone is not the panacea for democratic change and the rule of law. Having regard to the Cameroonian context, additional steps that should be taken include the establishment of the Constitutional Court, an independent electoral body, as well as other institutions provided by the Constitution. Moreover these institutions must be manned by people of good will and integrity. Only such an approach could save the country from constitutional chaos and disorder.

**BLANK PAGE**